

NOIR

**ET
ROUGE**

N° 43
42

CAHIERS

D'ETUDES

ANARCHISTES

Cahiers d'études Anarchistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

Cohnbendistes ?

Nous n'avons pas l'habitude ici de nous attarder sur un homme et nous ne pensons pas, tout au long de ces 42 numéros ou en d'autres prises de position publiques, avoir trop sacrifié au culte d'une quelconque « personnalité » anarchiste car, pour prendre un passé lointain, Bakounine ou Proudhon eurent leurs défauts et commirent eux aussi leurs erreurs ; plus proches de nous, un Malatesta, un Durruti, eurent également leurs défaillances : tout cela est normal et devrait rappeler les libertaires à une approximation plus exacte du rôle et de l'importance d'un homme face au « héros » qu'ils seraient tentés de se créer ou qu'on voudrait leur imposer...

C'est parce que le mouvement de Mal a fait émerger, parmi d'autres, la personnalité d'un homme, jeune, notre camarade et notre ami, Daniel Cohn-Bendit, et sur lequel tant de bêtises, flatteries ou au contraire basses attaques, ont déjà été écrites, qu'il nous semble nécessaire de dire quelques mots. Qu'on se rassure, c'est la première et la dernière fois que nous le faisons, mais il est des circonstances où un silence prudent ne nous semble pas de rigueur et où on doit, là aussi, prendre position.

Que nos lecteurs se rassurent également sur l'horrible néologisme servant de titre, ce n'est bien entendu pas nous qui l'avons inventé ; nous l'avons vu fleurir sous la plume des bourgeois, des staliniens et cela était normal de la part de gens ne pouvant imaginer de mouvement sans « chef » et tentant de rabaisser, sous le terme de « cohnbendistes », les partisans d'un bouleversement leur échappant **totalemment**. Moins normal fut de voir l'épithète reprise et appliquée par une certaine presse « anarchiste », en particulier à ceux qui eurent l'impudence de venir troubler le brave congrès de Carrare et en général à tous les militants libertaires pas forcément d'accord avec un anarchisme satisfait de lui-même et virant vers une étrange intolérance. Bien entendu, notre groupe et notre revue sont particulièrement visés, (merci), et un des principaux organisateurs du dit congrès nous écrivait lui-même, avant l'ouverture de celui-ci d'ailleurs, que nous « étions devenus cohnbendistes... ». S'il n'y avait qu'à souligner la bassesse ou mettons la petite ignominie consistant, pour des militants anarchistes brevetés, à employer les **mêmes** armes que le bourgeois ou le stalinien, pour tenter de **personnaliser** un mouvement en essayant par là-même de le vider de tout contenu politique, nous ne répondrions évidemment pas. Mais c'est parce que le terme « cohnbendiste » a tout de même pour ceux qui l'emploient un contenu **politique**, nous allons voir lequel, que nous jugeons utile de préciser quelques points.

Celui-ci entre autres : nous serions « cohnbendistes » car nous sommes partisans d'un anarchisme ouvert, prêt au dialogue, y compris avec ce qu'on appelle le marxisme. Et voilà l'horreur car, voyez-vous, l'anarchie est parait-il inaliénable et doit de ce fait « garder sa pureté » bien protégée dans sa tour d'ivoire, (Sœur Ann... archie, ne vois-tu rien venir?)... Aussi sommes-nous par extension « anarcho-marxistes » — et voilà le contenu politique du « cohnbendisme »! — puisque Dany a exprimé ces mêmes idées d'ouverture et de non-sectarisme, parlant d'ailleurs à l'époque en tant que militant du 22 Mars. Mais est-ce que le 22 Mars ne manquait pas un peu de sérieux comme commencent à le dire en cette après-rentée les « organisationnels » de tout poil et le fin du fin ne consiste-t-il pas pour les uns à faire une Fédération anarchiste solide (et une belle Internationale de fédérations, et de beaux congrès) et pour les autres à construire, ou reconstruire, l'organisation révolutionnaire et réaliste, du style par exemple de l'ex J.C.R., avec cette fois une direction qui sera vraiment la bonne...

Et c'est là que nous abordons le vrai problème, ce qui nous permet de répondre en passant à Edgar Morin qui, dans le « Magazine Littéraire » N° 19 invente un « révisionnisme » anarchiste dont notre revue avec son titre « Rouge et Noir » (sic) signifie bien « cette volonté d'alliance entre marxisme et anarchisme » et au « Nouvel Observateur » N° 197 pour lequel l'idéologie anarchiste de « N.R. » y est inséparable d'une méthode d'analyse marxiste !

Bon. Si toute cette littérature signifie que nous ne craignons pas la confrontation et la discussion anarchisme-marxisme et que nous ne rejetons pas ce que Bakounine lui-même acceptait, à savoir l'apport hégélien, la dialectique, alors nous pensons qu'il est inutile de parler de révisionnisme, d'alliance entre marxisme et anarchisme car tout ça ne veut pas dire grand-chose ou ne veut plus dire grand-chose. Ou plutôt si : nous pensons que le clivage réel n'est pas entre « marxisme » ou ce qu'on appelle ainsi et anarchisme mais bien plutôt entre esprit, conception libertaires et conception bureaucratique léniniste, bolchévique, de l'organisation. Ce clivage a été une des caractéristiques des derniers événements, et pas seulement en France. Et nous n'avons nulle gêne, bien au contraire, à dire que nous nous sentons plus proches de « marxistes » comme le Mouvement des Communistes de Conseil dans le passé ou actuellement certains camarades d'I.C.O. et pas mal de copains du 22 Mars que d'« anarchistes » officiels ayant une conception quasi léniniste de l'organisation-parti. Nous avons déjà dit que nous ne nous battions pas pour une étiquette, encore moins pour une néo-étiquette et puisque nous n'avons jamais caché notre appartenance anarchiste nous ne nous amuserons pas à rechercher de nouveaux adjectifs : aussi restons-nous anarchistes tout simplement mais avec la nette notion d'ouverture que ce mot comporte pour nous et c'est tout. Quant à Dany, nous avons dit l'avoir connu, et estimé. Ça ne signifie pas que nous le revendiquons ou le suivions. Nous pouvons être en désaccord avec lui dans le futur sur certains points, avec lui comme avec d'autres, au sein de notre propre groupe, et cela aussi est normal. Tout le monde sait, Dany le premier, que nous ne nous gênerions pas pour discuter dans « N.R. », avec lui, d'une divergence ou d'une quelconque différence d'appréciation. Car pour nous c'est cela le véritable anarchisme : remettre en question, se remettre en question. C'est aussi, accessoirement penseront certains mais c'est important pour nous, une véritable preuve d'amitié, le seule « culte » que nous ayons. Et qui nous empêche précisément d'être « cohnbendistes »...

NOIR et ROUGE

AVANT MAI



Le mouvement étudiant

Si durant la guerre d'Algérie l'U.N.E.F. regroupa la plupart des étudiants politisés, par la suite elle tomba dans la même absence de perspectives que la gauche française. Les mineurs de 1963 et leur grève avaient secoué certains esprits, mais finalement ce ne fut qu'une étincelle et la gauche continua à s'accrocher à des choses telles que le Milliard pour le Vietnam ou un antigaulisme verbal. Cette gauche pensait qu'en France « on ne peut rien faire », la révolution n'étant possible qu'à l'étranger. A ce point de vue le cas de Régis Debray est typique : théoricien de la révolution en Amérique Latine, il s'écarta de toute activité politique dans son pays.

Le syndicalisme étudiant présentait le même vide : d'un côté on s'intéressait aux mouvements d'émancipation étrangers, de l'autre on luttait pour quelques revendications corporatistes. Ainsi, Alain Touraine, professeur de sociologie à Nanterre, écrivait-il dans le « Monde » des 7-8 mars 1968 : « Dans l'Occident industriel les contraintes subies (dans l'Université) sont moins fortes et moins directes (qu'à l'Est ou qu'en Amérique Latine notamment). La réaction étudiante est plutôt provoquée par l'absence de contestation des formes de croissance... » ou encore : « L'Europe représente trop aujourd'hui la classe moyenne des nations pour que s'y forment aisément des mouvements entièrement responsables de leurs objectifs et de leurs motivations... Les étudiants ne participent aux grands mouvements de l'histoire qu'indirectement, par procuration. » Le milieu étudiant dans sa majorité est une masse apolitique que seules remuent de temps en temps de vagues revendications réformistes, telles que l'allocation d'étude, cheval de bataille de l'U.N.E.F., et la lutte contre le plan Fouchet ces dernières années.

Cependant, alors que les tentatives faites par les organisations traditionnelles pour regrouper les étudiants se soldent par un échec, naissent des petits groupes politiques d'extrême-gauche, dont la principale activité est de se heurter les uns les autres, dans l'indifférence quasi générale. C'est ce que Frédéric Gaussen appelle dans « Le Monde » le « ballet des groupuscules » : « en l'absence de mouvements structurés, animés d'une capacité réelle de mobilisation, le champ est libre pour le ballet des groupuscules qui s'apostrophent, vaticinent et s'entredéchirent dans l'indifférence générale. Ils (tous les étudiants) vivent à leur échelle, laissant à d'autres — toujours les mêmes — le soin de poursuivre en pure perte, estiment-ils, un débat inintelligible. » (9-12-1966)

Cependant, va être entretenu bientôt un climat d'agitation qui dépasse les cadres corporatistes et réformistes ainsi que le débat des groupuscules. Des minorités parviennent à développer un militantisme actif et parfois spectaculaire. En novembre 1966 les situationnistes deviennent majoritaires dans la section U.N.E.F. de Strasbourg et publient (aux frais de l'U.N.E.F. bien entendu) la brochure « De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier ». Malgré le style canular et parfois pédant des textes, les situationnistes font une critique profonde et intéressante de la société occidentale comme celle des pays de l'est, des partis et de la bureaucratie.

La lutte pour l'émancipation sexuelle va entrer dans ce climat d'agitation universitaire. Courant 1967 les étudiants de Nanterre revendiquent la libre circulation entre les pavillons de filles et de garçons ; en mars-avril 1968, à Antony les étudiants américains abolissent symboliquement la ségrégation sexuelle, de même qu'à Rouen où les étudiants décident l'abrogation des vieux règlements sur la circulation des filles et des garçons.

Mais à Nanterre le mouvement va se radicaliser. Les locaux sont occupés plusieurs fois ; on tente d'introduire une « université critique » sur le modèle de celle de Berlin, on organise des journées anti-impérialistes, ce qui entraîne la fermeture de la faculté (cf. la brochure I.C.O. : La grève généralisée en France).

Un fait remarquable est qu'en même temps que se développe l'agitation dans les facultés les lycéens de leur côté commencent à s'organiser. Le 11 janvier, au lycée Condorcet, refusant de récupérer un jour des vacances de Noël les élèves se mettent en grève et avec l'aide de certains professeurs organisent un piquet de grève à l'entrée du lycée. Accusé d'avoir tout organisé, d'être « un dangereux révolutionnaire » un élève de seconde est renvoyé. 400 lycéens venus de plusieurs établissements répondent à cette mesure en organisant devant les grands magasins du Printemps une manifestation violente. L'agitation gagne plusieurs lycées où des comités d'action lycéen s'organisent (C.A.L.) afin de lutter pour la reconnaissance des libertés syndicales et politiques.

Le mouvement ouvrier

Nous ne parlerons pas de toutes les grèves et manifestations qui se sont déroulées avant le mois de Mai. Nous parlerons seulement de celles qui nous semblent particulièrement significatives et annonciatrices de ce mouvement.

La grève de la Saviem.

Elle commence le 23 janvier parce qu'on vient de réduire les horaires à la Saviem. Les syndicats réclament pour compenser la perte de salaire une augmentation de 6 %. Ils réclament aussi la création d'un fonds de garantie des ressources. La direction refuse et déclare qu'elle ne peut accorder que 2 %. La grève est déclenchée.

Le préfet fait venir aussitôt des centaines de CRS et de gardes mobiles autour de Caen. Ce mercredi 24 janvier un meeting des grévistes se poursuit en marche sur Caen, le préfet donne l'ordre de l'arrêter. Il y aura une quinzaine de blessés.

Vendredi 26, un meeting se tient à Caen. De nombreuses forces de police entourent les 8 000 ouvriers de la Saviem et ceux des autres entreprises qui ont également décidé de faire grève. Vers 19 h les manifestants vont se disperser quand ordre est donné aux filles de faire évacuer la place.

Aux matraques et aux grenades offensives, les ouvriers, auxquels se sont joints des étudiants de la fac de Caen, ripostent par des boulets, pierres et cocktails molotov. On se battra pendant 4 heures pendant lesquelles les quelques locaux seront heureusement saccagés dont ceux du journal Ouest France, un des quotidiens provinciaux les plus réactionnaires. Pour comprendre ce qui s'est passé à Caen il faut savoir que :

- Le personnel de la Saviem a en moyenne 25 ans
- Que les salaires sont de 450 frs. par mois pour une femme, 650 frs pour un homme, bien que la plupart aient un C.A.P.
- Les conditions de travail sont très pénibles
- Le taux de syndicalisation est un des plus faibles de France
- Aux ouvriers de la Saviem se sont joints, dans les manifestations, 4 000 jeunes chômeurs et des étudiants.

Ceci n'est pas sans analogie avec ce qui se passera plus tard à Cleon et à Flins.

GREVE A LA RHODIA

Au départ, la grève portait sur les conditions de travail. Il faut savoir que à la Rhodia le travail se fait par 75 % d'humidité, 40° de chaleur, par roulement de jour et de nuit, sans autres perspectives que de finir cardiaque à 60 ans.

Durant près de 3 semaines la grève se nourrit de revendications « qualitatives », sur les conditions de travail. De Besançon la grève gagne les usines de Lyon-Vaise, Venissieux et Peage de Roussillon.

Jusqu'à la mi-mars le mouvement est animé par la C.F.D.T. Elle joue le rôle principal dans la négociation qui le 15 mars aboutissait à un accord sur quelques points : semaines de 40 heures, payées 43 en période de réduction des horaires, garantie de salaire aux ouvriers déclassés par des innovations techniques, préavis de licenciement de 4 mois.

Après la mi-mars la C.G.T. cherche à prendre le contrôle du mouvement. Elle lance la revendication démagogique de 5 % d'augmentation.

A partir du moment où le conflit porte sur les salaires le combat change de terrain. A son grand soulagement la direction de la Rhodia peut se retrancher derrière le syndicat patronal et le gouvernement. Car les questions de salaires relèvent d'abord de ces deux instances et non d'un seul trust.

Finalement l'accord au sommet prévoit une augmentation moyenne de 3.83 % (5 % pour les travailleurs au bas de l'échelle, 3 % pour ceux d'en haut). L'accord valable pour un an stipule que le taux d'augmentation prévu ne peut être remis en question par de nouvelles revendications que par la suite de « circonstances exceptionnelles » dont le gouvernement se fera juge.

C'est une victoire tactique pour la C.G.T. Elle a montré au milieu responsable, au patronat, à l'opinion et aux partis politiques que la plus grande centrale syndicale française est un interlocuteur réaliste et raisonnable, capable de terminer une grève et de convaincre des grévistes recalculant que leur lutte a assez duré, qu'il ne faut pas trop demander à la fois.

La veille de la reprise du travail prévue par la C.G.T. à Besançon la majorité des ouvriers, travaillant à feux continus, (ceux qui avaient commencé la grève) était décidée à tenir coûte que coûte, la reprise ne s'est d'ailleurs pas faite en un seul jour : elle s'est étalée sur une semaine avec de nombreux heurts entre dirigeants syndicalistes et ouvriers décidés à continuer la lutte.

P.C. VIDAL

MAI-JUIN 1968 à FRILEUSE



Nous avons reçu d'un lecteur la lettre qui suit. Nous la publions telle quelle, comme un témoignage. Ce témoignage est partiel, il est à verser au dossier du problème Armée et Société, qui s'est posé récemment (Cf. le voyage de De Gaulle à l'armée d'Allemagne).

Rappelons que l'armée, comme la police, ou la gendarmerie, est théoriquement un agent de maintien de l'ordre ; que les forces de police ou de gendarmerie se montent actuellement à 155 000 hommes (dont 15 000 C.R.S.). Il y avait devant Flins environ 5 000 C.R.S. et gendarmes. S'il compte seulement sur les forces de police et de gendarmerie, un gouvernement ne peut donc se permettre beaucoup de Flins en même temps. Quelle peut être la portée, ou les limites, d'un recours à l'armée ? Question qui doit être posée à partir de cas concrets pas forcément semblables : un régiment de parachutistes n'a pas la même mentalité qu'un régiment ordinaire, l'armée d'Allemagne n'a pas forcément la même mentalité que les régiments stationnés autour de Paris. Question de degré aussi : lors du putsch d'avril 1961 certains officiers du 501^e régiment de cavalerie, à Rambouillet (50 chars AMX 30 équipés d'un canon de 105 avec télémètre, qui loge en 20 sec. 3 obus à 2 km dans un carré de 50 cm de côté ; ils peuvent être hermétiquement isolés du milieu extérieur, donc ils sont très difficiles à incendier avec des cocktails molotov, à l'encontre des chars ordinaires dont le réservoir d'essence est assez facilement atteint) n'osèrent pas, ou ne purent pas entraîner le régiment dans la rébellion, mais ils mirent les chars hors d'état de marche et de remplir la mission de défense que leur avait assignée de Gaulle.

Egalement à titre indicatif, tout régiment en manœuvre ou en entraînement commando a droit à un pourcentage de perte de 7 %. Par perte il faut entendre : les blessés et les morts ; par droit, il faut entendre que l'officier n'est pas inquiet pour ces blessés et ces morts. Il s'agit là de la théorie ; en pratique il semble que l'armée évite un trop grand nombre d'accidents qui pourraient donner une publicité fâcheuse au droit de perte de 7 %. C'est sans doute pourquoi, par exemple, le camp d'entraînement de commandos de Givet (Ardennes) a été fermé (fin 1967).

Cependant il reste qu'à Modane (Savoie) — camp pour parachutistes, où d'autres armes font des stages — le 5 % est atteint. Autre conséquence : s'il y a un accident provoquant une infirmité, par exemple durant des manœuvres en Allemagne, un char sectionne les deux jambes d'un soldat, l'Etat ne verserait aucune indemnité.

Actuellement au camp de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) qui est la seule base de formation de pilotes et tireurs d'engins blindés (depuis la fermeture de la base d'Allemagne) et également un camp d'entraînement pour les commandos, il y a eu depuis janvier 1968 trois suicides par pendaison et deux tentatives ratées.

Enfin, il faut rappeler que deux compagnies du camp d'Auvours (Sarthe) ont été envoyées — fin mai ou début juin — à Paris dans une manifestation en troisième ligne derrière les C.R.S. et les gardes mobiles. Les soldats étaient des appelés originaires de la campagne et endoctrinés par leurs officiers. Ils étaient armés, mais sans les chargeurs.

Tous ces aspects et les lois du Service de Défense (*) indiquent que l'armée a de plus en plus un rôle de repression, du moins dans les camps spécialisés.

Je suis un appelé et je suis actuellement au 5^e Régiment d'Infanterie à Frileuse (par Beynes 78) avec le grade de sergent (le plus haut grade que peut atteindre un appelé ; sauf s'il a suivi les cours d'élève-officier de réserve, ce que font la plupart de ceux à qui leur éducation le permet).

Je vais essayer de donner une idée des répercussions des événements de Mal sur ce régiment. Mais avant il faut que je le présente brièvement.

Le camp de Frileuse est à environ 40 km au Sud-Ouest de Paris (pas tellement loin de Flins !) ; c'est un camp très vaste qui a été créé en 1946, sur un plateau boisé.

Le régiment qui y est stationné, le 5^e R.I. (dit régiment de Navarre) est un régiment d'infanterie commando D.O.T. c'est-à-dire de Défense opérationnelle du territoire.

Il faut faire une parenthèse : l'armée française est divisée en quatre parties inégales :

a) L'arme atomique :

b) Le corps de bataille (régiments de blindés et d'infanterie motorisée et blindée) très bien équipé, très lourd, très coûteux, assez petit ;

c) Une force d'intervention et de police, pour les Etats de l'ex-Communauté française, extrêmement mobile, peu nombreuse (cf. les parachutistes) ;

d) et enfin, la défense opérationnelle du territoire : pendant que le corps de bataille se bat sur le champ de bataille, la D.O.T. fait la police à l'arrière (liquidation des espions, agents et partisans ennemis). On organise des opérations commandos de sabotage là où l'ennemi a pénétré sur le territoire. En fait cela c'est l'idée générale car la D.O.T., c'est tout ce qui reste lorsqu'on a mis à part le corps de bataille et la force d'intervention, c'est-à-dire la plus grande partie de l'armée française ; et parmi les régiments D.O.T., bien peu nombreux sont ceux qui pourraient répondre à la tâche d'anti-guerilla ou de guerilla, qui leur est théoriquement assignée.

Le 5^e R.I. avait eu réellement cet objectif (ou plutôt ses chefs l'avaient eu) et la volonté de former de véritables commandos s'est manifestée notamment

* Voir N.R. n° 34, extraits commentés de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 (Mobilisation et application des lois militaires aux civils — hommes et femmes — nationaux et étrangers)

par l'édification, dans les années 50, d'un « parcours du risque » (tel que Leclerc et De Lattre l'avaient mis à la mode en imitant les Anglo-saxons), et par une discipline très dure.

Actuellement, on peut considérer que cet ancien régiment dur est assoupli ; le parcours du risque n'est plus très fréquenté depuis un accident mortel ; la discipline s'est un peu relâchée. Cependant, ce régiment est encore au-delà du niveau des régiments ordinaires : il part en manœuvre tous les deux mois dans des camps spectaculaires, il est qualifié de semi-disciplinaire ce qui ne veut pas dire grand-chose, sauf qu'on y place volontiers des petits délinquants ou des Noirs (des Antilles, de Wallis et Futuna, de Nouvelle-Calédonie), et qu'on y transfère parfois de fortes têtes venant de régiments plus doux (rappelons qu'un régiment disciplinaire, au sens précis, est formé de véritables délinquants, ou de déserteurs, et que les hommes n'y reçoivent ni armes ni formation militaire ; on les emploie à des travaux qui rappellent le bagne).

Le régiment a la structure normale, c'est-à-dire qu'il comprend trois compagnies de commandos et une compagnie de services (transmissions, cuisine, mécanos,...) A cela, il faut ajouter trois compagnies d'instruction qui forment les jeunes recrues pendant leurs deux mois de classe. Chaque compagnie compte environ 120 à 140 hommes pratiquement tous appelés, et une quarantaine de cadres dont la moitié seulement sont des professionnels, les autres étant des appelés (sergents ou caporaux). Au total donc, un millier d'hommes appelés, et environ deux cents militaires de carrière (officiers et sous-officiers).

L'armement est désuet, mais encore efficace pour une répression : chaque compagnie possède une centaine de fusils semi-automatique M.A.S. 1949/56 à 10 coups, une vingtaine de mitraillettes M.A.T. à 32 coups, et une vingtaine de fusils mitrailleurs, autant de bazookas, quelques mitrailleuses et mortiers. Le régiment possède seulement une vingtaine de camions (de vieux G.M.C.) et une quarantaine de jeeps qui peuvent être armées de mitrailleuses ou de bazookas ; Comme c'est insuffisant pour ses transports, le régiment fait appel à la C.I.T. 151, unité de train stationnée à Montlhéry.

Tout cela n'est ni exceptionnel, ni confidentiel ou secret, mais représente l'équipement normal d'un régiment d'infanterie D.O.T. (toujours assez pauvre)

*
*
*

Nous allons voir maintenant quel effets ont eu les événements de mai au camp de Frileuse, d'abord les mesures prises par le gouvernement, ensuite les réactions chez les hommes.

Les mesures prises ont été de deux ordres :

1) Le 5° R.I. a été consigné et mis en état d'alerte : cela veut dire qu'il était interdit de sortir du camp sauf sur ordre (plus de quartier libre, plus de permissions, plus de visites, plus de coup de téléphone, plus de courrier, mais il y avait toujours les transistors !) ; une compagnie, la compagnie commando n° 2 (la plus dure, là où sont placés les délinquants mineurs) était désignée pour partir à n'importe quel moment. La nuit, on réveillait les hommes pour les promener armés en camion. Une section (le P 2 peloton qui forme les futurs sergents) était désignée pour faire éventuellement régner l'ordre dans le camp.

2) Le camp lui-même a été transformé en base de regroupement ; 3 grands camps de tentes ont été édifiés (marabouts, lavabos collectifs de zinc en plein air, etc...) et il est arrivé une compagnie, théoriquement la meilleure, de chacun des régiments suivants :

— Le 23^e régiment d'infanterie de marine (caserné à Maisons-Laffitte), le 1^{er} régiment d'artillerie de marine, le 8^e Régiment Paras Infanterie de Marine

— Le 5^e régiment d'artillerie

— Le 2^e et le 9^e régiments de hussards (infanterie montée sur véhicules blindés légers)

— Le 501^e régiment de cavalerie « chasseurs de chars » qui est un régiment de chars AMX 30, stationné à Rambouillet, mais qui avait envoyé ici une compagnie de ses voltigeurs d'appui (montés aussi sur véhicules blindés légers)

— Le 5^e R.I.B., le 8^e R.I.T. (transmission, caserné au mont Valérien), le 5^e R.G., le 17^e régiment d'infanterie soit au total environ mille cinq cents hommes, provenant de régiments dits d'élite (*) (fusiliers marins, paras, hussards) de la région Parisienne.

Les hommes mangeaient des rations (ils n'avaient donc pas à se mêler aux hommes du 5^e R.I. au réfectoire) et dormaient à moitié habillés ; le jour ils s'exerçaient au tir, ou faisaient le parcours du risque.

Quelles ont été les réactions aux événements ? D'abord chez les cadres de métier (officiers et sous-officiers) ; ensuite chez les simples soldats.

Les officiers (qui montrent parfois dans l'exercice de leur « métier » une incapacité étonnante) en veulent aux étudiants d'avoir troublé leur petite vie « pépère » ; parmi les sous-officiers, un certain nombre sont d'ex-parachutistes qui ont été envoyés comme instructeurs pour améliorer le régiment, après que leurs propres régiments aient été dissous ou transformés lors de la rébellion de Challe : ce sont souvent les cadres les plus compétents du camp ; on trouve chez eux un mélange de tendances égalitaires (« dans les paras, les hommes et les officiers avaient le même uniforme, les mêmes chaussures, tous des copains ») républicaines (« notre métier c'est d'apprendre à des citoyens à se battre, on est payé pour ça ; ici les officiers ne foutent rien, ce sont des inutiles ; le gouvernement a peur d'une véritable armée, il préfère des incapables qui considèrent les bidasses comme leurs Nègres ») anti-démocratiques (« la démocratie c'est du bavardage »). Défendre « le père De Gaulle » ne les enchantait guère, mais ils étaient prêts à le faire, à la fois pour « faire respecter l'ordre », et aussi un peu par jalousie envers ceux qu'ils appellent « les barbudos de la Sorbonne » (« ils parlent trop ces étudiants, on ne laisse pas reprendre une barricade par une poignée de CRS » (sic) ; ils admirent parfois les Chinois et Mao.

Lorsque les parachutistes, les commandos de marine et les hussards sont arrivés à Frileuse les ex-paras du 5^e R.I. ont revu parmi leurs cadres certains de leurs copains, leur réaction se résume par une phrase souvent répétée « toujours les mêmes qui font le sale boulot ». Les autres sous-officiers engagés

* Exemple de tâche confiée à ces régiments d'élite : ce sont les appelés du 2^e R.I.M.A. qui sont allés faire régner l'ordre à Djibouti avec les paras et les C.R.S...

sont ou des bureaucrates ou des jeunots assez raides mais qui ne savent pas grand-chose. Signalons tout de même un sous-officier de carrière qui disait avec une nostalgie mal dissimulée à de jeunes recrues : « Ça a beaucoup bougé ici, forcément il y a beaucoup de fils de travailleurs ».

Les réactions des **appelés** : elles se sont manifestées par des actes et des paroles.

— Il y a d'abord eu un vol d'armes important à l'armurerie générale, la nuit : le sergent qui commandait la garde était un appelé. La sécurité militaire (de Versailles) qui s'est occupée de l'affaire n'a rien pu prouver de précis contre lui, mais il a été cassé et envoyé ailleurs. Le bruit court que les armes et les munitions volées auraient été retrouvées depuis, dans la Seine (mais de ça, je n'en suis pas sûr).

— Un capitaine partait pour Paris en jeep pour une mission indéterminée : la jeep stationnait vide, prête à partir ; plusieurs appelés (non identifiés) l'ont entourée comme pour l'examiner, puis ils sont partis rapidement : après en avoir crevé les quatre pneus et le réservoir. L'incident semble avoir beaucoup frappé certains officiers.

— Il y eu des tentatives de distribution de tracts au foyer (bâtiment qui sert de bar, épicerie, télévision pour les hommes de troupe.) et autour du camp, ainsi que des affiches des comités d'Action collées à l'extérieur.

— Enfin, certains gars auraient voulu quitter le camp en douce pour se joindre aux « rebelles » (je dis bien « auraient »).

Voici pour les actes ; pour la mentalité, c'est plus délicat à évaluer : ainsi par exemple dans une conversation au poste de garde, sur 8 appelés, un dit qu'il aurait tiré sur des manifestants (c'est un gars qui a voulu s'engager dans les paras mais il n'était pas assez costaud), six n'auraient pas tiré (dont le caporal qui dit « c'est pas parce que j'ai un uniforme que je suis militaire, je tirerais jamais sur des civils, ça pourrait être des copains »), le dernier des 8 répond au premier « moi, j'aurais tiré, mais pas sur les manifestants... »

Restent les incorporés en juillet, juste après les événements. Lors de l'incorporation, on a un peu eu tendance chez les cadres, à considérer tous les « bleus » comme d'ex-barricadiers. Eux-mêmes auraient tendance à parler de pavés lorsqu'ils sont mécontents, mais c'est un peu de la pose ; ils n'en disent guère plus (à part le cas d'un « katangais » passé à Fresnes pour avoir frappé un gendarme, et qui a déclaré en arrivant qu'il était du « parti anarchiste » (sic.) ou celui de ce jeune qui lors de l'incorporation a répondu à la question « avez-vous fait partie d'une organisation de jeunesse ? — oui, la J.C.R. »). Pourtant, on peut avoir une idée par quelques conversations.

Par exemple sur le thème « Et si ça recommence en septembre-octobre, et si on nous y envoie... » (entre une douzaine de gars) l'un dit « une fois qu'on y est, on peut être obligé de tirer si on reçoit brusquement ordre de le faire, et si on a reçu des pavés sur la gueule, il peut y avoir une espèce de contagion... » un autre lui reproche « alors toi tu aurais tiré ! » réponse du gars qui s'était mal fait comprendre « non pas plus que toi, mais il faut voir que ce n'est pas facile » un autre « il vaut mieux refuser d'y aller » un autre « au contraire, il aurait fallu y aller pour faire quelque chose... »

Sur le thème : « Est-ce qu'on a des chances de se faire réformer ces temps-ci »,
réponse générale : « Non, ils envoient les jeunes au service pour éviter les manifestations ».

Sur le thème : « Les étudiants avaient-ils raison » (entre une demi-douzaine de gars) un employé : « moi, drapeau tricolore au cul, drapeau rouge en tête... » un ouvrier C.G.T. : « ça a été le bordel, parce qu'on a été battus » ; le même estimant pourtant « qu'il faut aussi le drapeau tricolore », les autres se rangent à son avis. Enfin sur une section (environ 40 gars) plus d'une demi-douzaine fredonnent ou chantent « l'Internationale ».

En conclusion, on peut se poser la question que se posaient les gars eux-mêmes : « Et si ça recommence ?... »

Si ça recommence, il est très probable qu'on trouvera au camp de Frileuse des appelés prêts à aller combattre les manifestants. Les cadres eux-mêmes ne seront sans doute pas disponibles car il faudra qu'ils restent pour surveiller les appelés. Par contre, l'apport positif des appelés à un mouvement de caractère révolutionnaire reste problématique, à part l'action isolée de quelques individus prenant de gros risques personnels (cf. l'affaire des vols d'armes).

La spontanéité révolutionnaire se manifeste à l'armée plus difficilement qu'ailleurs. Ici faire quelque chose c'est risquer très gros tout de suite. Il est compréhensible que la méfiance règne ; à l'intérieur de chaque section, on se connaît, mais il y a peu de relations entre les différentes compagnies et même dans chaque compagnie entre les différentes sections. Le cloisonnement est un grand obstacle ainsi que les rivalités entretenues artificiellement par les cadres entre compagnies et sections alors qu'il n'y a ni travail commun, ni lieux de réunion entre elles. Par contre, la répression est unifiée, à pied d'œuvre et elle peut travailler en « vase clos ». Un embryon de liaison confidentielle au départ serait donc impératif pour faire passer les nouvelles et tenir chaque section au courant des décisions ou discussions des autres sections. Pour cela, il faudrait plus d'antimilitaristes à l'armée, et des contacts amicaux entre eux préparés de l'extérieur (contacts qui auraient pour but évidemment de renforcer la fidélité au régime contre des putschs éventuels qu'ils soient de droite ou de gauche ; sinon tout cela serait un délit... ! Evidemment, évidemment...)

Attendre le dernier moment, penser subitement à l'armée, bâcler un tract qu'on confie à quelques copains militaires par ci par là, c'est risquer beaucoup pour pas grand-chose (surtout pour les militaires), c'est un enfantillage dangereux. Evidemment il y a sans doute quelques coins dans l'armée où on peut faire n'importe quoi sans trop se faire repérer. Mais au moins en ce qui concerne la situation que je connais, il me semble que ce genre d'improvisation est à éviter.

NEMO



TENTATIVES D'AUTOGESTION EN FRANCE

EN MAI - JUIN 1968



Beaucoup a été dit, mais les exemples concrets ne sont pas toujours clairement décrits. Il est donc logique de poser le problème de la réalité, de la profondeur, de la prise de conscience des tentatives d'autogestion.

Trois attitudes peuvent être adoptées :

- une idéologie « parachutée » par quelques groupuscules étudiants ;
- la prise de conscience par les travailleurs d'une idéologie qui correspond à leurs aspirations ;
- une confusion entre l'autogestion et des revendications réformistes voulues tant par certains travailleurs que par certaines directions patronales.

Pour démontrer et réfuter, seule la description des faits et la critique de ceux qui peuvent les déformer, nous servira de méthode d'analyse. Nous organiserons notre étude en cinq parties :

- pourquoi parla-t-on d'autogestion ?
- Où y eut-il des tentatives d'autogestion ?
- Dans quel but furent faites les tentatives d'autogestion ?
- Les attitudes face à l'autogestion.
- La réaction du capitalisme.

Commençons par quelques remarques sur la situation économique.

« Dans certaines entreprises de la région parisienne notamment, la tension était très forte du fait de l'évolution technologique de la branche (rendant caducs les équipements anciens), de la nécessité de concentration et de la menace de décentralisation à plus ou moins brève échéance. (...) Souvent le Marché Commun, en accélérant les mutations nécessaires, aggrave cette anxiété. Ainsi une moyenne entreprise de l'industrie chimique du Sud de la France a réduit ses effectifs de près de 20 % en moins d'un an. De nombreuses entreprises, subissant la concurrence étrangère, ont en permanence un chômage partiel important. D'autres entreprises sont en difficultés pour avoir investi au-delà de leurs possibilités financières. Dans tous les cas le personnel aura tendance à critiquer la gestion de l'entreprise, d'autant plus facilement que ces problèmes inquiètent non seulement les ouvriers, mais plus encore les cadres et les incitent à participer à une certaine contestation. »

(Les événements de mai-juin vus à travers « Cent entreprises » p. 23 édité par le Centre National d'Information pour la Productivité des Entreprises 8, rue Cambacérés — Paris 8^e)

Pourquoi parla-t-on d'autogestion ?

Cette idée a été soulevée à l'occasion de différentes expériences historiques : pendant la révolution espagnole par les anarchistes ; après la rupture avec le komintern en Yougoslavie ; dans la formation de certains pays (Israël, Algérie).

Cependant l'idée n'entra pas directement dans le mouvement de mai-juin : le bulletin n° 5494 du 22 Mars (publié le 26-4-68) ne la mentionne dans le rapport de la commission « Lutttes étudiantes - Lutttes ouvrières ».

C'est sans doute après le 10 mai que l'idée est lancée publiquement, puis l'usine de Sud-Aviation de Nantes est occupée et l'autogestion mise en discussion (à partir du 13 mai). Séguy (Humanité du 22 mai) déclare que c'est une formule creuse, cependant que la C.F.D.T. adopte le concept (« dont le premier préalable est le droit syndical dans l'entreprise ») — « Syndicalisme » du 25 mai ; et « Combat » du 30 sous la plume d'André Laude (en mars et avril, ce journal avait traité Cohn-Bendit de « Tas de fumier ambulante »).

Il apparaît donc qu'en quelques semaines une idéologie à peu près inconnue des masses a pu être prise en considération par elles et que toutes les propositions des grandes centrales syndicales ont été impuissantes à la détruire puisqu'elles ont dû prendre position, ce qui a donné une publicité de plus à l'autogestion.

Les moyens d'information ont par conséquent une importance capitale. Mais ils ne suffisent pas pour dominer une situation : Séguy obligé de dénoncer ce qu'il ignorait et voulait faire ignorer depuis des années.

La popularité d'une idéologie ne veut pas dire qu'elle est acceptée, voyons les cas d'application concrète.

Où y eut-il des tentatives d'autogestion ?

« On a parlé d'usines à Brest, de certains grands magasins dans quelques villes ... On cite une vingtaine d'exemples. On a signalé des comités de grève en Savoie qui éditaient des bons pour des marchandises. » (Geismar, in « la Révolte étudiante », p. 49)

La forme des grèves, la faiblesse des revendications que les travailleurs n'arrivaient pas bien souvent à formuler montrent une prise de conscience. Le respect de la dignité humaine fut exigé dans certains cahiers de revendications (voir le film sur la rentrée chez Wonder, Porte Clignancourt à Paris). Il manquait une propagande vraiment large et diffusée à l'avance, des militants préparés (dans le bon sens du terme : non pour être des « chefs »).

Un exemple : quand les étudiants de bonne volonté amenaient aux grévistes des poulets vendus à bon marché, les travailleurs ne voyaient là qu'une excellente affaire (et qui restait aux mains du comité d'entreprise, donc des syndicats) ; mais cela prenait un autre sens lorsque les ouvriers s'en occupaient eux-mêmes et entraient directement en contact avec les paysans et les étudiants sans chercher à se débrouiller chacun pour soi mais, au contraire sur la base de la solidarité concrète, vécue. (I.C.O. n° 73, à propos de « Ce n'est qu'un début, continuons le combat »).

On constate que plusieurs régions apparaissent. Et ce ne sont pas celles qu'on pourrait attendre : il y eut d'importantes manifestations à Bordeaux et à Lyon où des groupes s'intéressaient à l'autogestion, mais il n'y a pas à notre connaissance de cas d'application. Par contre en Bretagne, en Savoie il y a des essais. A Paris et à Nantes, l'autogestion était proposée et elle fut tentée. Il y a donc trois niveaux : propagande sans résultats, propagande avec résultats, et apparemment résultat sans propagande préalable.

Dans quel but furent faites les tentatives d'autogestion ?

« Dans pratiquement toutes les entreprises où la grève a été faite avec occupation active des locaux, les problèmes de gestion et même de direction de l'entreprise ont été plus ou moins pris à leur compte par les grévistes. Cela correspondait à la tendance des minorités de jeune ouvriers, employés ou cadres, qui réfutaient généralement un système de relations ne correspondant plus à leur culture et à leur personnalité. » (Cent entreprises p. 36)

Nous ne savons pas si une entreprise a jamais correspondu à la personnalité de son personnel, mais il est évident que le fait de devoir donner des solutions rapides à des problèmes urgents, a amené à une prise de conscience : ouverture et gestion par les grévistes des cantines, de la trésorerie pour dans certains cas donner des avances, bons d'essence, etc.

En même temps le cloisonnement entre les différents membres du personnel a été remis en question, et par là, l'organisation du travail.

A côté de cette prise de conscience acquise en partie dans le feu de l'action : « A l'usine Renault de Cléon, ce sont de jeunes ouvriers (...) qui, dans l'heure qui a suivi l'annonce de l'occupation de Sud-Aviation, ont spontanément dans certains ateliers cessé le travail et décidé d'occuper l'usine, puis proposé et fait adopter — comme à Bouguenais — de bloquer les membres de la Direction dans leurs bureaux » (Cent entreprises p. 15) il y a une vision plus organisationnelle : prise de contacts entre usines, entre ouvriers étudiants et paysans, organisation de circuit de distribution de l'alimentation (Nantes). C'est l'auto-défense, la formation d'un pouvoir révolutionnaire.

Il apparaît donc deux réactions dans la pratique de l'autogestion : une attitude plutôt figée, discutant, prenant progressivement conscience en soi-même ; une affirmation plus décidée, plus combative.

Les attitudes face à l'autogestion

Les travailleurs ont généralement accepté favorablement l'idée. L'élément nouveau est le rôle des cadres. Malgré la présence certaine de cadres qui sont des militants révolutionnaires, une grande ambiguïté existe. Les cadres, les ingénieurs et les techniciens se sentent employés en dessous de leurs capacités. Ils veulent mieux organiser la production et participer au fonctionnement des entreprises et éviter le cloisonnement entre différentes entreprises d'une même branche. D'où leur attitude et leur intérêt pour l'autogestion en tant que système qui remet en cause l'organisation actuelle du travail et demande le concours de tous. Mais il est à peu près certain qu'ils voient mal l'aspect révolutionnaire qu'implique l'autogestion.

Chez les syndicalistes, qui sont rappelons-le une minorité chez les travailleurs, il y a eu une nette démarcation au sujet de l'autogestion englobée dans le terme de gauchisme. Depuis mai, plusieurs mouvements contradictoires ont vu le jour : passages d'un syndicat à l'autre suivant les options défendues : à Flins perte de la C.G.T. au profit de la C.F.D.T. « Parallèlement, les éléments passifs ou modérés adhèrent en aussi grand nombre à des confédérations solidement structurées ayant eu une attitude plus raisonnable. » (Cent entreprises p. 63).

La réaction du capitalisme

« Tout sera comme avant ! » explique M. Lip (« Le Monde » 15-8-68) qui montre : « Ne nous y trompons pas, il existe et il existera encore longtemps des gens payés en dessous du S.M.I.G. » Cette affirmation correspond aux besoins du capitalisme de ne rien modifier à l'exploitation, si ce n'est l'apparence.

Ainsi est réapparue la « participation » qui se fonde sur des revendications d'informations et d'un certain contrôle que les directions patronales sont prêtes et voulaient donner pour mieux tromper moralement les travailleurs. Mais rien du squelette, de l'organisation du capitalisme, des différents groupes de pression n'est changé.

Or l'autogestion est le contrôle de tous les rouages de l'économie. Alors que les divers concepts proposés par le gouvernement (autonomie, cogestion, etc) et revendiqués par certains n'accordent qu'une parcelle de pouvoir dans un secteur limité.

« Si une clarification théorique de la portée et des limites de l'autogestion n'est pas opérée à temps, ce « mot d'ordre » se trouvera compromis dans des acceptions réformistes et il sera rejeté par les travailleurs au bénéfice peut-être d'autres formulations du type « centraliste démocratique », qui, elles, sont d'emblée récupérables par la dogmatique de tout bord du mouvement communiste ». (Tribune du 22 mars, 8-6-68)

Clarifions donc rapidement.

Albert Meister. Ce sociologue publia en 1964 « Socialisme et autogestion. L'expérience yougoslave » où il se félicite de la tendance technocratique sacrifiant la participation des travailleurs (voir l'article de D. Guérin dans « L'Express » 30-7-1964). Durant les événements, il a fait son apparition dans deux secteurs : « Le Monde » (articles du 9, 10 et 12 juillet) et à la Faculté de Droit de Paris (rue d'Assas).

Meister traite de l'autogestion en général en refusant d'aborder l'Espagne et l'Algérie, ce qui suffit à notre avis, à réduire à néant ses considérations. Selon lui les coopératives et les concentrations d'entreprises font partie de l'autogestion, qui pourrait dans les pays en voie de développement faire admirer « les positions françaises contre l'impérialisme nord-américain. » Du point de vue de l'incompréhension de l'autogestion, Meister va donc aussi loin que René Capitant.

Quant à la C.F.D.T., il ressort de sa déclaration et de « Syndicalisme » du 10-6-68 que l'autogestion c'est elle, alors qu'elle ne vise pas autre chose que la cogestion.

RÉVOLUTION, SYNDICATS ET TRAVAILLEURS



Sous le titre général « Révolution, syndicats et travailleurs », nous présentons aux camarades deux textes, inspirés par les événements du mois de mai. Il n'a rien moins fallu que ceux-ci pour que nous nous décidions à enfin attaquer le problème de l'action syndicale. En effet, celui-ci a rarement été abordé de front et dans son ensemble dans la revue. Nous n'avons pas non plus fait d'études systématiques des organisations syndicales actuelles. Ce n'est pas que nous jugions cela sans importance ou que nous nous en désintéressions. Mais c'est que la tâche nous paraît très difficile, de longue haleine, et que nous ne pensons pas pouvoir ni devoir l'accomplir seuls. Certains de nous y travaillent depuis longtemps sans pouvoir faire quoi que ce soit d'intéressant. Mais il est probable que les expériences récentes nous ont mûris...

Toujours est-il que nous livrons le premier texte sous cette forme non définitive comme une contribution, à la discussion, à la construction d'une vue à la fois plus générale et plus nette de l'ensemble du syndicalisme, d'une conception plus spécifiquement anarchiste. Le deuxième, presque en forme de rapport, semble directement illustrer les intentions générales du premier, car il s'adresse à un secteur particulier. Nous disons « semble » car les deux textes furent écrits à des dates et par des camarades différents, sans concertation préalable. Le résultat, démarche parallèle, montre que les mêmes problèmes suscitent nos mêmes questions et devraient amener, avec l'aide de tous, nos mêmes réponses.



INTRODUCTION

Pour fixer les conditions pratiques de l'activité syndicale dans les entreprises en général, on peut essayer d'énoncer quelques constatations.

Les premières concernent les conditions de travail. Elles ont beaucoup évolué et c'est devenu un lieu commun que de le dire. Mais il faut énoncer les éléments de cette évolution et leurs conséquences. Ainsi les progrès techniques concernant le matériel tout comme l'organisation scientifique du travail (O.S.T.) conduisent à un accroissement du rendement : réduction des temps morts et augmentation des cadences. Il y a simplification et en même temps concentration. On fabrique plus avec moins de main-d'œuvre. Ainsi même si le travail reste parfois moins pénible, l'impression de contrainte est plus forte.

Ce n'est pas forcément une économie. Le matériel moderne coûte très cher, et souvent beaucoup plus cher que la main-d'œuvre équivalente.

Ceci est surtout vrai pour les emplois de bureau. Dans la production proprement dite, le choix des équipements découle d'un calcul économique : le matériel coûteux est une condition de la production de masse. Certes, mais à quel prix !

Nous ne pouvons nous borner à noter que ce qui est chiffrable ou monnayable. Il est des choix que nous ne pouvons faire. En abordant de manière rationnelle, les problèmes techniques et seulement ceux-là, on n'apporte que les solutions les plus faciles ; les problèmes se trouvent simplifiés ou plus exactement réduits à un seul aspect qui n'est pas forcément l'essentiel.

La manipulation d'outils, d'engins est moins difficile que les relations humaines. Il n'y a pas de contestation.

Le progrès technique ne crée pas forcément des emplois supplémentaires. Il crée du chômage en même temps que des emplois nouveaux, mais cela ne concerne pas les mêmes personnes, et il est impossible que les chômeurs postulent aucun de ces emplois nouveaux. C'est un problème de qualification, c'est aussi un problème de méthode de formation et de la permanence de l'enseignement général et professionnel. Les centres de formation professionnelle accélérée ne peuvent être considérés que comme des solutions temporaires qui favorisent le déplacement de la main-d'œuvre d'un secteur vers un autre et différent localement les crises de l'emploi. On peut même congédier et embaucher dans une même entreprise et pour les mêmes emplois, car ceci permet plus facilement d'imposer des réorganisations et évite les conflits internes. Ainsi le bilan est très souvent négatif. De plus et dans les cas les plus favorables, comment se « recycler », s'adapter à des outils nouveaux, à des méthodes nouvelles, quand bien souvent, ce qui vient d'être installé est déjà considéré comme périmé ou le sera à très brève échéance (3 à 5 ans). On met en œuvre des outils qui seront déjà périmés au moment où ils seront pleinement en service. Ceci est particulièrement vrai dans les domaines des transmissions et des transports.

Il faut ajouter aussi que ce durcissement des conditions de travail, cette super-exploitation concerne aussi bien le travail manuel (profit de quelques-uns) que le travail intellectuel (promotion de quelques-uns).

Les secondes constatations vont dans le même sens et concernent les conditions de vie. Les difficultés font qu'on se tourne plus facilement vers des solutions individuelles que collectives : individualisation des moyens de transports, travail noir, deuxième salaire, accession à la propriété et par opposition, transports en commun, augmentations de salaire, (qui ne soient pas que des augmentations mais des possibilités réelles et accrues de vie, d'épanouissement), par opposition à l'extension de la location et des échanges, etc. par exemple. En poursuivant de cette manière, on multiplie les problèmes, on se lie de plus en plus. L'évolution est alors rétrograde. Il ne faut plus s'étonner alors de la misère mentale qui règne dans les familles, l'absence de centre d'intérêt, la peur de l'inoccupation, de la retraite. On se réfugie dans les heures supplémentaires et le travail. Les deux tiers de nos jours sont vendus ; qu'on nous laisse l'autre tiers ! Qu'il ne se consume pas dans des loisirs « organisés ». Qu'il soit désirable d'avoir plus de temps encore ! Que nous puissions revendiquer le droit à la paresse plutôt que le droit au travail !

Il est alors compréhensible qu'il ne reste guère de place à l'imagination après avoir tant travaillé dans de telles conditions. Car les conditions de vie sont en relation directe avec les conditions de travail : 1/3 travail, 1/3 dormir (récupération du travail), 1/3 transport, manger, distraction. Et bien souvent, la distraction elle-même, n'est que transport et manger. Ainsi le travail est l'activité la plus importante, en durée, en fatigue et aussi de par ses contraintes.

Le pouvoir de pression, d'oppression du patron, du chef, de ses complices est souvent énorme. Alors..., l'imagination n'appartient plus qu'aux jeunes et à quelques réfractaires.

Et les réactions des proches dans le travail, dans la rue, ne peuvent bien souvent s'expliquer que par la peur : peur de parler, de donner son avis, son opinion, peur de se faire remarquer, peur des sanctions, peur de perdre sa place. C'est-à-dire qu'on a encore trop à perdre pour devenir réceptif, disponible et actif. Dans ces conditions toutes les campagnes faisant appel aux sentiments conservateurs, de sécurité, d'assurance, d'ordre, ont bien des chances d'être entendues et suivies.

Ceci cadre très bien avec un point de vue technocratique. On peut d'ailleurs dire qu'une nouvelle génération d'administrateurs, d'ingénieurs jeunes et dynamiques arrivent, persuadés de la justesse de leur point de vue, pratiques, efficaces, patients, réalistes. Ce seront les cadres de demain. Ils résolvent les questions par oui ou par non ou « rayer la mention inutile ». Toute question non prévue ou non examinée peut être considérée comme marginale ou faisant partie des pertes inévitables et de toutes manières prévues. C'est le langage machine appliqué aux hommes.

Les conditions de travail et de vie se sont durcies, l'interlocuteur également.

Du côté des organisations syndicales, on peut faire également quelques remarques.

Le principal souci de ces organisations est d'être reconnues, de « représenter » tant de voix dans telle commission, d'afficher tant d'adhérents et si possible plus que les autres.

Chacune détient la vérité.

Quand on est pour l'unité, cela sous-entend « L'unité, c'est moi, groupez-vous autour de moi ».

Leur structure est souvent calquée sur celle des administrations. Leur démocratie est du même ordre. On y pratique l'élection au 2ème degré. Il s'agit quasiment de cooptation. L'action se situe dans la stricte légalité. La volonté d'intégration est évidente. Si quelques syndicalistes militent honnêtement cela ne prouve rien sur le fond de leur organisation. Si la C.G.T. est boudée par les milieux officiels, ce n'est pas de sa faute ; elle n'entretient qu'une « agitation » d'apparence (j'ai fait grève en 1967 au moment du vote du budget, mais depuis la parution des ordonnances sur la sécurité sociale, les actions à ce sujet n'ont pas dépassé le niveau des déclarations et des pétitions. Il a fallu le mouvement de mal pour qu'elles soient examinées... à l'Assemblée Nationale).

Les activités ne sont pas déterminées, au fond, en vue d'un travail à faire, d'objectifs à atteindre, mais plutôt négativement par rapport aux autres organisations. Les journaux syndicaux ne contiennent que des constats d'autosatisfaction et des attaques parfois violentes contre les autres centrales. Finalement chacune des argumentations n'a pas de valeur en elle-même. L'adversaire étant coulé, maintenu au plus profond, on reste obligatoirement au-dessus de lui. C'est le superlatif syndical.

Ainsi tout est cloisonné, délimité, (Organisation scientifique du travail). Il suffit d'ordres et de troupes pour les recevoir. C'est alors une organisation forte.

Tout travail « à la base » est freiné. Les plus intelligents prendront le train en marche. Les plus sectaires se feront flics et réactionnaires. Une organisation syndicale, structurée comme un parti, est souvent réactionnaire et finit par le devenir.

Et pourtant, il s'avère très difficile de militer syndicalement en dehors d'une section d'entreprise. Il est également difficile de généraliser. Il y a des sections totalement bloquées par les communistes du P.C. Il y en a d'autres plus ouvertes où l'on peut échanger des points de vues et discuter. Bien souvent, on ne pourra assurer qu'une présence ; c'est déjà cela et c'est certainement indispensable.

Au fond, il ne s'agit pas là d'un tableau pessimiste. Là n'est pas la question. Il y a seulement de grandes difficultés, les risques d'incompréhension sont certains. Dans un travail à long terme, il ne s'agit pas de faire de l'activisme, mais d'affirmer des habitudes critiques, un besoin de s'exprimer et des méthodes collectives de travail par la permutation et le partage des tâches, de favoriser la propagation lente et diffuse des idées.

Analyse des attitudes syndicales

Les différentes attitudes des centrales syndicales durant le mois de mai 1968 et les journées qui suivirent en juin ont été bien sûr très révélatrices. Devant des événements graves par leur importance il a fallu jeter bas les masques. Bien sûr, rien de nouveau à vrai dire, mais il est sans doute intéressant de le redécouvrir, de le redire car pour certains, c'est toujours la première fois.

F.O. a participé aux divers comités intersyndicaux comme les autres centrales par l'intermédiaire de ses militants de base, grâce à leur initiative, grâce parfois à leur courage individuel. Mais l'attitude de la centrale a été comme d'habitude lourde d'ambiguïté, d'hésitation ; elle a été à la mesure de son homologue politique, la S.F.I.O.. Et ceci malgré les tendances quelque peu non-conformistes, voire révolutionnaires qui peuvent exister localement ou bien se maintenir dans certaines corporations. L'appareil syndical finit toujours par avoir le dernier mot, et submerger toute vague après en avoir utilisé la force vive.

Cette organisation syndicale est donc restée très conservatrice dans son ensemble... malgré une prise de position favorable au début, mais qui n'a pas été renouvelée. Elle a même pu faire largement chorus avec la C.G.T. :

(« Le Monde » du 8 mai) « Le bureau de la Confédération F.O. déclare « suivre avec inquiétude les événements qui depuis quelques jours perturbent gravement la vie universitaire. Il déclare réprouver les excès de meneurs irresponsables et les violences qui en résultent, lesquelles non seulement ne résoudront rien mais créent un climat de plus en plus passionnel, impropre à la recherche du dialogue qui s'impose ».

(« Le Monde » des 12-13 mai) « La confédération F.O. avait annoncé vendredi soir qu'elle ne participerait pas aux manifestations du 14 mai

« aux côtés d'une organisation politique (...) et dont le souci exclusif est de noyer les revendications légitimes des étudiants au profit de la réalisation de ses propres objectifs politiques ».

A la manifestation du 13 mai, seule l'union de la région parisienne était représentée. Mais elle n'a pas eu, quant au fond, une attitude différente de celle de la Confédération. Par contre, se sont nettement démarqués : la Fédération de la Chimie, celle des Ingénieurs et Cadres et l'union de la Loire Atlantique, de même certains syndicats comme les postiers de l'Ile de France, les organismes sociaux de la Région Parisienne, etc...

Mais d'autre part, la C.G.T.-F.O. recherche toujours le dialogue !

Voyons maintenant les autres centrales :

La C.F.D.T. a conservé tout au long une attitude très dynamique, qu'elle maintient encore d'ailleurs. Ses militants sont souvent jeunes, ouverts, honnêtes, disponibles et souvent d'une efficacité très volontaire avec tous les dangers que cela comporte. Au demeurant tout cela est très sympathique, mais cela aussi ne doit pas faire oublier l'attitude fondamentale de l'organisation qui reste très intégrée dans les rouages de l'Etat. Bien souvent, contestation, dialogue, participation ne font qu'un au niveau des commissions paritaires, planificatrices, technocratiques. Là aussi les ambiguïtés sont nombreuses et pour ainsi dire systématisées grâce à une solide dialectique qui trouve sans doute ses fondements dans l'enseignement religieux. Mais c'est peut-être cette souplesse qui fait sa disponibilité. Nous remarquerons pourtant ce communiqué :

(« Le Monde » du 9 mai), « La C.F.D.T. s'élève, comme l'avait déjà fait le S.G.E.N., son Syndicat général de l'éducation nationale, contre : « la carence gouvernementale qui interdit le développement d'une université moderne.

Mais la C.F.D.T. ne peut que désapprouver les actions et les appels à la violence des organisations extrémistes ou facistes qui menacent les libertés d'expression et d'enseignement dans les facultés et compromettent la nécessaire et véritable réforme de l'Université ». Puis dans « Le Monde » du 10 mai, « Assurant l'U.N.E.F. de son soutien, la C.F.D.T. demande au gouvernement le retrait des forces de police du quartier Latin, la réouverture des locaux universitaires, la mise en liberté des étudiants ».

Cette dernière position sera maintenue par la suite avec même, par moments certaines hardiesses.

La C.G.T. devra nous retenir plus longtemps parce qu'elle est plus représentative quantitativement, parce que son attitude et son action ont été déterminantes et qu'elles furent négativement très nettes. D'autre part, nous la connaissons mieux et cela peut servir d'exemple.

Nous pensons devoir faire un bref et sans doute schématique historique des faits, qui peut néanmoins refléter quelques exactitudes, et qui nous permettra de mieux comprendre ses attitudes avec ses intentions immédiates, ses déphasages, ses arrières-pensées lointaines. Nous pensons aussi qu'il est indispensable de noter au passage quelques déclarations du P.C. qui feront en quelque sorte illustration

HISTORIQUE

Le 6 mai (l'« Humanité » citée par « Le Monde » du 7 mai) : « On voit clairement aujourd'hui à quoi aboutissent les agissements aventuristes des groupes gauchistes, anarchistes, trotskystes et autres qui objectivement font le jeu du gouvernement et sa politique contre les étudiants. Le discrédit qu'ils jettent sur le mouvement estudiantin favorise, en outre les violentes campagnes de la presse réactionnaire et de l'O.R.T.F. qui, assimilant à leur comportement celui de la masse des étudiants, visent à isoler les étudiants des travailleurs et de la population ». (G. Bouvard)

Le 7 mai (« Le Monde » du 8 mai) : « La solidarité entre les étudiants, les enseignants et la classe ouvrière est une notion bien connue de tous les militants de la C.G.T.. C'est une tradition qui nous incite justement à n'avoir aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière.

« Avec d'autres gauchistes, des éléments s'emploient à vider le syndicalisme étudiant de son contenu revendicatif démocratique et de masse au préjudice de l'U.N.E.F. mais ils agissent à la satisfaction du pouvoir et des cercles réactionnaires qu'ils entretiennent dans les milieux universitaires dans le but de s'emparer de la direction du mouvement étudiant ». (G. Ségué)

Ainsi donc on peut dire que dès le début des événements, le P.C., puis la C.G.T., se déclarent successivement contre le mouvement étudiant ou plus exactement y jettent le discrédit parce qu'ils y ont vu tout de suite leurs pires ennemis politiques.

Il faudra attendre le 11 mai, pour lire dans « Le Monde » des 12-13 mai,

07 heures, « (le Parti) exige : l'arrêt immédiat et total de la répression ; l'évacuation du quartier Latin par les forces de police ; l'amnistie des manifestants condamnés, la libération immédiate des emprisonnés, l'arrêt des poursuites ; la réouverture des facultés. Solidaire des victimes de la répression le parti communiste appelle... etc. » (M. Waldeck Rochet)

09 heures, « S'il (le gouvernement) veut réellement éviter que la situation ne s'aggrave il doit retirer immédiatement ses forces de répression policière, prononcer l'amnistie en faveur des jeunes manifestants condamnés et prendre toutes dispositions afin que soient prises en considération les revendications légitimes des étudiants et du monde universitaire, qui, sur de nombreux points, sont communes avec celles des travailleurs ». (Ségué)

Il devient alors possible d'envisager une manifestation commune C.G.T.-C.F.D.T.-F.E.N.-F.O.-C.G.C. ; ce sera la grève générale du 13 mai et la manifestation correspondante. Mais dès le 15 mai, on revenait aux réserves :

(« Le Monde » du 17 mai), « La classe ouvrière est depuis longtemps majeure et n'a plus besoin de tutelle ». (C.G.T.)

Elles seront de plus en plus confirmées au fur et à mesure des jours :

(« Le Monde » du 18 mai), « Cette entreprise (le rassemblement à l'O.R.T.F.) n'a rien à voir avec une action efficace pour imposer l'objectivité de l'information qu'exigent les travailleurs. Elle prend l'allure d'une provocation qui ne peut que servir le pouvoir personnel... La C.G.T. met en garde... »

A partir du lundi 20 mai, le mouvement de grève se développe largement dans tout le pays et gagne les différents secteurs économiques privés et nationalisés, le plus souvent sur l'initiative des militants de base, syndiqués ou non, les centrales syndicales laissant faire, soit confiantes dans l'efficacité de la mise en condition précédente, soit comptant sur le temps pour rendre l'initiative aux bureaux confédéraux. Ce qui ne peut manquer d'arriver puisque les négociations ne peuvent avoir lieu qu'avec des organismes « représentatifs et responsables ».

Pourtant les déclarations de la C.G.T. se feront souvent menaçantes, ce qui doit caractériser l'affolement des « responsables » qui se sentent débordés et par les manifestations de rues et par les comités intersyndicaux où les militants non syndiqués ont souvent une part active ou bien par des comités de grève sans composition syndicale définie qui ne répondent qu'aux besoins du moment, à la fois souples et efficaces, et qui sont souvent reconnus par les autorités patronales. Ainsi les problèmes du travail ne seront pas traités par les autorités avec les mêmes interlocuteurs selon que cela se passe au niveau local ou bien au niveau de la corporation.

(« Le Monde » du 22 mai), « La puissance et l'issue victorieuse de notre mouvement reposent désormais sur deux assises essentielles : la combativité et la cohésion de la classe ouvrière, qui a pris en main, avec ses responsables syndicaux, la conduite de son action.

Toute entreprise de diversion, tout mot d'ordre irresponsable, aventurier et provocateur, tel que celui d'insurrection qui risquerait de dénaturer le caractère revendicatif et démocratique de notre lutte et nous aliénerait nos alliés, ne peuvent que faire le jeu du gouvernement et du patronat à l'affût de la moindre occasion de sévir violemment contre les travailleurs en lutte ».

...« Les revendications immédiates sont nettes ; nos dossiers sont prêts. Ils sont pleins de propositions réalistes et constructives et associent l'intérêt général à celui des travailleurs. Le mouvement, placé sous la vigilance des travailleurs est bien trop puissant pour qu'il puisse être question de le stopper par des formules creuses telles qu'autogestion, réforme de civilisation et autres inventions qui aboutiraient à reléguer à l'arrière-plan les revendications immédiates.

Il faut qu'on sache que la C.G.T. monte la garde autour des revendications ouvrières, et elle a tout ce qu'il faut pour les défendre ».

(« Le Monde » du 23 mai), « l'opinion publique, bouleversée par les troubles et la violence, angoissée par l'absence complète d'autorité de l'Etat, a vu en la C.G.T. la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs. »

A partir de cette date, on peut estimer que la confiance est revenue dans les bureaux confédéraux, car nous pouvons à nouveau lire les habituelles déclarations d'autosatisfaction (formule non creuse). Les « responsables sérieux » sentent le vent des négociations. On entre maintenant dans l'histoire officielle et enregistrée, celle des tapis verts. On n'a même pas pris la peine de discuter sur l'autogestion, l'U.N.E.F. a « d'incroyables prétentions » ; les positions syndicales dans l'entreprise se consolident ; on prépare l'avenir et les élections partiales. Dans une situation aussi officielle, les militants syndicaux seront bientôt considérés comme les caporaux de la classe ouvrière, placés inconfortablement entre les permanents cégéto-communistes, le patron et les troupes de cotisants, tour à tour amorphes parce que les actions envisagées ne sont pas d'un intérêt crucial et criant, ou bien rebelles parce que des impératifs non prévus surgissent et provoquent.

Mais des divergences apparaissent au grand jour entre le C.G.T. et la C.F.D.T.. Les attaques politiques de la C.G.T. contre les étudiants se font plus précises sans toutefois gagner en rigueur :

(« Le Monde » du 15 juin), « Si les travailleurs ont pu être momentanément troublés à ce propos, le lugubre drapeau noir de l'anarchie que brandissent hystériquement les tenants des prétendus « comités révolutionnaires » a tôt fait de leur ouvrir les yeux et de les ranger de notre côté, du côté de ceux qui ont associé, dans la lutte, les drapeaux rouges des travailleurs du monde et tricolores de la nation et de l'histoire révolutionnaire de notre peuple ».

Et plus loin : « au moment des négociations, les dirigeants de la C.F.D.T. ont avancé des propositions et des formules équivoques : « Cogestion », « pouvoir syndical », qui ne figuraient pas dans notre programme commun ». D'autre part, « ils ont participé à la manifestation outrancièrement anticégétiste au stade Charlety ». Enfin, « ils ont fait preuve d'une complaisance caractérisée avec les groupes gauchistes ».

Ainsi que, plus curieusement encore, (« Le Monde » des 16-17 mai) « Nous ne contestons pas à la C.F.D.T. le droit, si elle pense que cela est conforme au caractère d'indépendance du syndicalisme, de se livrer à des options politiques particulières, mais dans la mesure où elles visent à porter préjudice à la C.G.T., à créer des difficultés, nous devons le dire aux travailleurs. »

Cela pourrait presque faire figure d'autocritique !

Mais depuis le 16, l'ambiance est à la reprise. Il faut savoir terminer une grève. Pour la C.G.T., c'est la victoire presque béate. Ainsi Séguy conclut chez Renault-Billancourt :

« Travailllers de chez Renault, vous pouvez être fiers des résultats acquis. Complétez votre succès : par l'adhésion massive à la C.G.T., qui, dans la lutte a joué un rôle déterminant. »

Comme si, faire des adhérents était un des buts de la grève !

« Et par un vote, le 23 juin, condamnant sans rémission le gouvernement gaulliste... »

C'est la C.G.T. organisation omniprésente, unique et irremplaçable depuis le domaine syndical jusqu'au domaine politique.

Devons-nous continuer la rédaction de ce tableau à charge ? Certes non ; le niveau est d'ailleurs assez bas puisqu'on n'a jamais pu y relever aucun problème d'ordre idéologique, éthique, tactique ou méthodologique. Nous n'y avons trouvé que des affirmations, des accusations, des insinuations, des mensonges et des déformations.

Nous pouvons par contre dégager deux attitudes constantes de la C.G.T. et qui ont tout au long de ces jours guidé son action. Il s'agit de suivre tout d'abord le plus possible la ligne politique de critique du P.C., et nous avons vu que cela a lieu quand les événements se précipitent, à quelques heures près. La C.G.T. tente ensuite et les autres centrales agiront de même, de prendre l'initiative et la commande du mouvement afin de canaliser l'ensemble vers des revendications limitées. Peut être pourrait-on dire que la manifestation du 13 mai (et non pas la grève) a servi à cela.

ANALYSE

Ceci ne pouvait aboutir, semble-t-il, qu'en atteignant un certain nombre d'objectifs.

Il fallait tout d'abord atteindre les « ennemis de la classe ouvrière », c'est-à-dire les ennemis personnels du parti communiste (identification). Alors on attaque en passant, sans les nommer vraiment, car ce serait donner des indications sur les arguments développés par les adversaires, les thèmes principaux de ces adversaires. Par exemple, le mouvement de contestation n'est pas spontané, il ne résulte pas non plus du travail fait à Nanterre, dont on ne parle pas ; dans le rapport présenté par G. Séguy, secrétaire général, au comité confédéral national des 13 et 14 juin 1968, l'analyse historique commence au 36^e Congrès Confédéral d'une part et pour ce qui est de la rue d'autre part, dans la nuit du 10 au 11 mai : « Cette nuit-là, c'est par la voix de la C.G.T. seule que s'est exprimée l'indignation de la classe ouvrière. » (page 4). Par ailleurs un rôle prépondérant est donné aux séries de grèves de courtes durées accumulées depuis des années (dix ans, ça suffit !), 1966 et 1967 surtout, sans oublier « le remarquable succès de la manifestation du 1er mai à Paris... tout cela témoignait du bouillonnement général et laissait présager de la suite ».

Une fois les événements passés, il ne manque jamais de gens pour dire que c'était prévu !

Il en est de même pour ce qui est de l'autogestion. L'amalgame lui-même de l'autogestion avec les autres termes de participation, cogestion, pourrait provenir d'une ignorance. Mais il est bien plus probable qu'il n'en est rien car la formule a été reprise par ailleurs sans que le terme d'autogestion y soit inclus. Peu importe, le doute est semé et il est toujours suffisant de dire par la suite qu'on n'a pas voulu dire cela, compte tenu du contexte, etc... Nous avons déjà dit auparavant ce que nous pensions de ces différents termes. Ce n'est pas le moment d'y revenir, il s'agit de dénoncer une attitude qui n'est d'ailleurs pas propre au P.C.F.. Puls on ressort les insinuations, les accusations, les mensonges, les injures, qui sont utilisés de la même manière dans le langage

policier, (provocateur, irresponsable, aventurier, etc...) et dans le même but c'est-à-dire afin de semer le doute tout en profitant de l'ignorance. Mais dans ce sens, Lénine, Bakounine et d'autres étaient aussi des provocateurs !

Les attaques sont d'abord vagues et se situent très souvent au niveau du langage policier. Puis, et pour cela nous suivons le texte du rapport présenté par Georges Séguy, au comité Confédéral National des 13-14 juin 1968, qui constitue un ensemble forcément plus uni et plus arrondi que les citations partielles de la presse quotidienne, et aussi montre une volonté plus déterminée dans la démarche mentale, dans la tactique. Enfin les attaques se font nominatives, c'est-à-dire moins vagues et aussi plus violentes... « (page 3), il y a « ceux qui bavardaient... » « tout ce beau monde... » (page 4), ce sont les « groupes anarchistes provocateurs qui nourrissent l'espoir insensé de prendre la tête de l'ensemble du mouvement. »

On trouve aussi des qualificatifs tragico-comiques, concernant uniquement le domaine sentimental et subjectif : « funeste aventure, le lugubre drapeau noir de l'anarchie, que brandissent hystériquement les tenants des prétendus « comités révolutionnaires ». « Que les « pseudo révolutionnaires », renégats du mouvement ouvrier, veuillent bien nous excuser de les avoir privés du plaisir d'assister à notre enterrement. » (page 10).

Puis nous arrivons, page 11, à la précision finale « Nous regrettons sincèrement que les dirigeants de l'U.N.E.F., plus exactement, certains d'entre eux, aient, en quelque sorte offert l'hospitalité et une tribune au sein de l'organisation syndicale des étudiants, à tout ce que notre pays comptait de gauchistes, d'anarchistes, de trotskystes, de pro-chinois et autres fauteurs de troubles, qu'il était absolument indispensable de combattre ».

L'identité des termes du vocabulaire est d'ailleurs remarquable et évidemment non fortuite puisqu'il y a très souvent cumul des mandats syndicaux C.G.T. et politiques P.C. : aventurisme, pseudo révolutionnaire, faire le jeu, provocateur, gauchiste, le pouvoir des monopoles, les renégats, le lugubre drapeau noir, fauteurs de troubles ; le tout étant très méprisant, très agressif, ce qui ne concorde pas très bien avec la « grande force tranquille » qu'est la C.G.T..

Ils en arrivent finalement à développer les mêmes arguments que le gouvernement. Ils cherchent à déclencher des réflexes de défense en brandissant la peur de la provocation et du débordement d'une part et d'autre part la peur du totalitarisme. Est-ce une manière de traiter les adhérents de la C.G.T. et les travailleurs en hommes majeurs ? (notre citation du « Monde » du 15 mai). Mais tout ceci est plutôt du domaine de la psychologie.

Les quatre dernières pages du rapport ne contiennent plus qu'un bilan de satisfaction.

La présentation même des faits n'est qu'une falsification ordonnée afin de présenter un schéma qui concorde avec les objectifs et argumentation habituels. On trouve ainsi comme éléments importants : la lutte de classe, « les grandes journées de grève des années 1966 et 1967 », l'absence d'institutions démocratiques pour les travailleurs. Si bien qu'on se demande pourquoi les étudiants sont soudain victimes des brutalités policières dans la nuit du 10 au 11 mai. Par contre, « la voix de la C.G.T. » exprimant « l'indignation de la classe ouvrière » survient tout à fait logiquement (page 4). Il n'est fait nulle

mention du travail politique effectué depuis quelques années par certains étudiants à Nanterre comme au quartier Latin, ni non plus de l'automatisme et de l'indifférence avec lesquels s'effectuent les grèves de 24 heures, de corporation, de catégorie, ni de la somnolence qui règne dans les différentes commissions et congrès de la C.G.T. et d'ailleurs. Nous ne nous en étonnons même pas, car il est bien évident que ce ne peut être à la C.G.T. qu'on puisse voir des opinions différentes s'exprimer dans une tribune. Et on comprend ainsi bien l'effacement qui gagne les permanents syndicaux devant ce qui peut se passer au sein de l'U.N.E.F. ou même à la C.F.D.T., et pourtant !

L'exposé de la tactique de la C.G.T. peut faire tout aussi bien l'objet de critiques ou plutôt de réfutations. En effet, page 5, on expose les 4 points fondamentaux de cette tactique : consultation des travailleurs, vigilance et contrôle des comités de grève élus, l'unité d'action, l'ordre dans l'action. En ce qui concerne le premier point, je peux dire que depuis plus de dix ans que je cote à ce syndicat, (pour des raisons toujours locales), je n'ai jamais été consulté sur l'opportunité, la date, les objectifs d'une grève possible. J'ai toujours ressenti et entendu exprimées ces mêmes critiques dans toutes les sections qui n'étaient pas monopolisées par des militants du P.C.F.. Dans les autres sections, la réponse est, en général, que les diverses commissions permettent le fonctionnement du jeu démocratique, que les responsables sont consultés et que les diverses assemblées permettent les débats. Si l'embarras devient important et risque de durer, vous aurez la visite d'un ponté fédéral qui viendra, d'un ton très paternaliste, répandre la bonne parole et au besoin séparer le bon grain de l'ivraie. Pousser la discussion plus loin ou émettre des doutes, c'est devenir provocateur et l'on sent déjà la menace d'exclusion.

Le deuxième point, (placer le mouvement sous leur vigilance et leur contrôle par l'élection des comités de grève directement responsables devant les grévistes, de telle façon que toute entreprise de sommet contre la grève soit vouée à l'échec) illustre bien la conception absolument autoritaire de l'action syndicale. L'échec en question sous-entendant une déviation possible des buts, comme si une grève générale illimitée avec prise en main, passive ou active, des moyens de production, pouvait être dès le départ déterminée dans ses buts et dans ses méthodes. Cela montre aussi la difficulté de persuader de la réalité de la victoire finale. Enfin, il faut bien entendu, que ces comités de grève soient uniquement intersyndicaux, c'est-à-dire qu'ils ne puissent échapper au contrôle des syndicats, dans les cas où la présence d'éléments inorganisés actifs amènerait une ligne d'action trop en dehors. Les « inorganisés » représentent 80 à 75 % des employés ou travailleurs. Ces comités inspirent une certaine peur aux permanents syndicaux et ils espèrent bien que tout rentrera bientôt dans « l'ordre ». En effet, les comités issus d'assemblée générale de personnel d'entreprise auront des possibilités originales d'action, s'ils arrivent à se maintenir au-delà de la période active du mouvement général.

Le troisième point réaffirme le mythe de l'unité, toujours présent et constamment rabaché dans les écrits diffusés par la C.G.T.. Elle aboutit toujours au dénigrement systématique de l'allié d'hier et par conséquent à crier la justesse de sa propre action et qu'on avait raison. Et compte tenu de l'agressivité des arguments, on ne peut considérer cette volonté d'unité que comme très opportuniste, et même comme relevant plutôt de la mythologie tant elle est présentée envers et contre toute réalité, ou bien comme un drapeau à chaque fois que les arguments manquent.

Le quatrième point contient la volonté de ménager la chèvre et le chou, c'est le contenu de tous les conservatismes, c'est la grande force tranquille garante de l'ordre, qui est aussi parfois l'ordre établi, protégé, maintenu.

Puis le rapport parle des négociations. Ce qui permet aux organisations syndicales de prendre, grâce au gouvernement, leurs places officielles dans la vie sociale. C'est aussi le dialogue qui reprend le dessus sur l'action révolutionnaire. C'est aussi le vent de la reprise qui souffle. C'est Séguy tenant un meeting aux usines Renault-Billancourt, qui essaye de vanter les perspectives visibles au bout des négociations et qui se faisant huer, déclare adroitement et en substance : « ah, ce n'est pas ici qu'on reprendra le travail ! ».

Le paragraphe des concessions politiques nous importe peu ici. Quelle importance que la C.G.T. ait rencontré deux fois le P.C. et quatre fois la F.G.D.S. ! Ce n'est là qu'un mensonge supplémentaire par omission, car on ne dit pas que la C.G.T. a vu d'abord le P.C. et que le chiffre 2 rapproché du chiffre 4 peut indiquer aussi et surtout qu'il y a effectivement peu de chose à discuter entre la C.G.T. et le P.C., puisqu'il s'agit en quelque sorte d'un monologue.

Le chapitre suivant aborde le problème des provocations, ce qui a déjà été trop longuement étalé ici. Le suivant dresse « un riche bilan de victoire pour les travailleurs ». C'est le titre ! En matière de salaire, nous verrons ce qu'il en restera dans quelques mois et ceci a déjà été souligné. Cela servira aussi de cause aux difficultés économiques masquées jusqu'ici par la propagande, de prétexte aux épisodes réactionnaires possibles dans les temps à venir. En matière de droit syndical, disons tout de suite que la possibilité de se réunir sur place facilite grandement les discussions et les développement d'actions futures. Mais deux cas se présentent selon la composition des sections d'entreprise. Si elles sont monopolisées par des permanents du P.C.F. cela reviendra à donner plus de force à l'appareil syndical et c'est ce qui intéresse en premier lieu les organisations et favorisera en conséquence la mise en condition des travailleurs et des employés : page 14, « il est indispensable : — d'exiger partout leur installation dans des locaux correspondant à leurs besoins dans les entreprises (il s'agit des organisations syndicales ayant dirigé la grève et ayant représentation nationale) — d'organiser sans attendre les assemblées de syndiqués... — de procéder au collectage des cotisations, à la diffusion de la presse confédérale... — d'envoyer d'urgence dans toutes les entreprises où l'organisation syndicale n'existe pas les pionniers nécessaires à son implantation ». C'est un aveu !

Dans le cas où on a affaire à des militants syndicalistes ouverts, ce qui est une minorité dans la C.G.T., cela peut fournir des cas isolés de travail syndical intéressant et sans contrainte. En matière de durée du travail, le gain est également très limité et les conséquences sociales ne présenteront un intérêt qu'en fonction du nombre d'heures supplémentaires qui seront effectuées dans l'avenir et l'attitude générale envisagée à ce sujet.

En matière de garantie de l'emploi et des ressources, ce chapitre confirme la volonté et les perspectives de la C.G.T. d'intégration dans les rouages de l'Etat. Il entretient d'autre part l'illusion sur les possibilités réelles des commissions paritaires compte tenu des difficultés d'information, de travail, des modalités de vote, et du droit d'initiative et de convocation.

A propos des ordonnances, dont l'abolition a constitué, un temps, un préalable aux négociations, le fait d'avoir accepté, dans les conditions du moment, de subordonner la décision à un débat parlementaire constituait déjà un abandon. Maintenant que l'on connaît la composition de la future assemblée nationale, on peut considérer cela comme une trahison !

Puis un chapitre entier est consacré à un constat de satisfactions sur la V.O., le « Bonne Soirée » du syndicat !

La conclusion continue le bilan d'autosatisfaction autour du thème de la cohésion exemplaire.

Mais qu'est-ce que la cohésion dans ces conditions ? N'est-elle pas due en grande partie à la stricte délimitation des revendications, l'absence d'initiatives, l'absence des consultations des responsables de base et plus gravement de tous les militants. D'ailleurs, le langage imagé donne bien des indications dans ce sens quand on emploie des termes comme « mot d'ordre », « discipline syndicale », certains journalistes allant même, de façon spéieuse sans doute, jusqu'à parler des « troupes syndicales ». C'est somme toute, une conception autoritaire et militariste de l'organisation syndicale, qui peut se comprendre pour d'autres en ce qui concerne leur organisation politique sous forme de parti, mais qui est absolument inadmissible dans une organisation syndicale qui a des prétentions universelles. Ainsi la C.G.T. comme représentante de la classe ouvrière ne peut se concevoir que quantitativement et non qualitativement et encore puisque les travailleurs syndiqués restent une minorité et que cette organisation reste intégrée.

Compte rendu en forme de conclusion

« Pour une réforme de l'entreprise », François Bloch-Lainé, Seuil 1963.

Dans le cadre de cet article, le compte rendu de ce livre vient tout à fait à point car il décrit des perspectives qui ont toutes les chances d'être les réalités que nous aurons à combattre dans le futur, qui risque d'être assez proche.

Dans l'esprit de l'auteur, ce livre répond tout d'abord à une utilité, ensuite à une urgence, de procéder à une réforme fondamentale des institutions dont dépend l'entreprise, réforme qui dépasserait largement les habituels aménagements ou réorganisations.

Il présente tout d'abord ses raisons d'innover qui sont un constat simple du déphasage entre les faits et les idées, entre la pratique et le droit. Il faut donc réformer les institutions, les manières d'être et d'agir et ceci de la base au sommet. Ajoutons à cela un certain nombre de contradictions qui résultent de la confusion dans les notions de propriété et de pouvoir alors que les deux fonctions sont dissociées, des difficultés dans les relations humaines, dans la définition de différentes formules d'intéressement et du rôle du syndicat, et, à partir d'une vue plus collective de l'opposition entre les deux tendances, le dirigisme et la libre entreprise.

L'auteur indique alors des lignes de conduite et tout d'abord ses convictions, c'est-à-dire que « le pouvoir économique ne doit pas être confondu avec le pouvoir politique », car le pouvoir politique donne l'homogénéité, que « l'entre-

prise peut rester un centre de décision autonome dans une économie planifiée », que « l'entreprise peut être placée sous plusieurs contrôles, correspondant aux forces qui la constituent, sans perdre son unité de direction. » Ce qui implique un certain dispositif : un gouvernement de l'entreprise avec des fonctions bien définies et des responsabilités précises ; un statut du personnel dans lequel un syndicat fort a toute sa place, en vue de la contestation dans le cadre d'une procédure de réclamations avec arbitrage, et avec ses représentants que l'on consulte, qui contrôlent et cogèrent ; un statut du capital dans lequel sont envisagées des actions très différenciées selon les fonctions et les risques ainsi qu'un dispositif d'information des possesseurs ; enfin une magistrature économique et sociale comprenant des commissaires aux comptes, aux fonctions et attributions réadaptées et une Haute Cour.

Le **gouvernement de l'entreprise** exerce un pouvoir dont l'origine provient de plusieurs sources et il est soumis à plusieurs censeurs, mais l'autorité comme la responsabilité, ne sont pas partagées. Il s'agit d'un comité de direction qui comprend le P.D.G. et des cadres supérieurs. On procède seulement à des vérifications et on donne des visas. Il s'agit alors de diriger, c'est-à-dire de régir ce qui est le propre du pouvoir, puis de gérer ce qui appartient à la hiérarchie, enfin de contrôler, ce qui est le rôle des représentants du personnel, c'est-à-dire du comité d'entreprise et du conseil d'administration qui enregistre. Ceci correspond bien aux aspirations de chacun des constituants. Les syndicats ne demandent pas une autogestion mais plutôt des possibilités de contestation avec des moyens d'information, et à la rigueur une cogestion. Les cadres réclament eux cette cogestion car ils la conçoivent souvent comme une promotion. Ils la voient surtout comme la synthèse au niveau de l'entreprise des deux autorités d'idées et d'action. La continuité générale de l'équipe est alors assurée par une cooptation contrôlée.

Le **personnel** est doté d'un statut qui tend à lui donner essentiellement une force et un pouvoir compensateur. « Les salariés sont donc moins liés à la firme pour le meilleur qu'ils ne le sont pour le pire. Ils restent, en tout cas, sans influence admise sur son destin »... Mais... « comme il faut bien à l'entreprise une direction et que cette direction a, en toute hypothèse, d'autres intérêts légitimes à défendre que ceux des ouvriers, il paraît inévitable que, vis-à-vis de ceux-ci, le patron reste le patron, même quand il est, expressement ou tacitement, leur mandataire ». (page 80)... Et... « pourquoi faut-il s'occuper des syndicats autant que des salariés ? parce que la force syndicale est, à juste titre, considérée comme la condition première de la réalité et de l'efficacité de ce pouvoir compensateur que le personnel doit constituer, par rapport au gouvernement de l'entreprise, au capital et aux pouvoirs publics » (p. 83). Le syndicat dans l'entreprise doit donc être fort, avoir les moyens de s'implanter, de former des militants responsables. On peut même envisager une aide patronale et un système de cotisation automatique afin d'assurer l'indépendance et la sécurité financière des organisations. Il devient alors nécessaire de prévoir une procédure de contestation, soit dans un cadre contractuel comme aux U.S.A., soit dans un cadre politique comme en France, et à différents niveaux, celui de l'entreprise ou de la région, celui des conventions ou de la profession, enfin celui des prestations ou de la nation. D'autre part et complémentairement, on propose différents modes de participation. La notion de participation est d'ailleurs floue puisqu'elle peut aller depuis l'information jusqu'à la décision en

passant par la consultation et contrôle. De plus, il faut convenir au préalable de l'égalité dans cette participation ou bien prendre en considération l'ancienneté ou la qualification professionnelle, et on peut prévoir plusieurs échelons de qualification des représentants syndicaux selon les instances où ils doivent siéger et selon leur rôle qui peut n'être qu'un contrôle (syndicalisme-mandataire) ou une cogérance (syndicaliste-expert).

Enfin l'auteur propose un statut du capital, précise la manière dont il conçoit la diversification des actions et des obligations avec une juridiction adaptée, et situe l'entreprise par rapport à la profession, à la corporation qui est alors conçue comme un service extérieur de l'entreprise à représentation paritaire, par rapport à la région où s'affirment les affinités régionales et techniques, par rapport à l'état, c'est-à-dire vis-à-vis de l'impôt, du public, du plan et de l'Etat comme partenaire.

Le dernier chapitre développe l'idée de procédure de contestation et d'une magistrature économique et sociale tout à fait conformiste. On prévoit tout d'abord des moyens statutaires afin d'éviter autant que possible les litiges et les interventions extérieures. Un conseil des sages donnerait des avis plutôt que des arrêts, tenterait la conciliation, et interviendrait dans les contentieux contractuels. Auprès de chaque entreprise, on trouverait des commissaires aux comptes ayant la qualité d'officiers ministériels, placés sous l'autorité d'une cour formée de conseillers d'Etat, de conseillers à la cour des comptes et d'experts désignés par le conseil économique et social. La procédure prévoirait la manière dont on pourrait passer d'une instance juridique à une autre d'échelon supérieur, mais aussi le filtrage indispensable au bon fonctionnement de la mécanique.

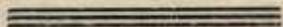
Ce compte rendu, sans commentaires, donnera peut-être une idée du sens, des possibilités d'adaptation du capitalisme moderne sous le couvert de rationalisation, d'efficacité, voire de perspectives sociales et humaines. Ces perspectives sont à la fois claires et certainement réalistes. Pourtant le langage peut parfois faire illusion quand il s'agit de changer les structures de l'entreprise. L'allure du raisonnement, la méthode, les arguments eux-mêmes, les intentions ne sont pas les faits. Il reste l'inavouable pour ce bon technicien : l'exploitation, le rendement de la société capitaliste, sans heurts ni entraves.

La forme cache un fond autoritaire, très efficace, parfois jusqu'à la cruauté et l'indifférence.

Pris dans ce réseau complexe, la libération ne semble pouvoir se réaliser que par une lutte violente et sauvage.

Claude MARTIN

(Juillet 1968)



DANS LE LIVRE, EN MAI 1968

Détails préliminaires

Fidèles à l'optique que nous nous sommes fixée, nous essayons maintenant de tirer les premiers enseignements politiques au travers des luttes ouvrières de mai, étayés toutefois de quelques faits précis cités non pour tomber dans l'anecdote mais pour mieux nous aider à comprendre certaines réactions ouvrières. Comme nous ne pouvons évidemment embrasser toute l'activité du pays, nous suivrons les journées de mai dans un secteur déterminé mais que nous connaissons, celui du Livre, où de nombreux camarades militent et ont agi au cours de ces journées cruciales. C'est parce que cette action est, pour beaucoup, loin d'être finie et, pour nous, **ne fait que commencer**, qu'il nous faut tenter de cerner le plus étroitement possible ce qui vient de se passer : le maximum de données est nécessaire pour reprendre et amplifier le combat.

Le Livre est un secteur bien particulier de l'industrie française, auréolé d'une vieille légende de combativité (on vivait sur notre passé !) et partagé en deux secteurs qui représentent en réalité deux mondes : la Presse et le Labeur. Dans l'un, où l'on imprime les quotidiens et les gros hebdomadaires, les travailleurs sont regroupés en entreprises de presse et forment de ce fait des blocs compacts mieux organisés pour résister au patronat, d'où une réputation « bagarreuse » plus grande que dans le Labeur, se soldant par un « niveau de vie » peu comparable à celui des labeuriers : salaires plus élevés (le double et plus parfois !), horaires réduits, avantages divers (ainsi les congés d'hiver qui firent longtemps bénéficier la Presse de 5 semaines — 4 semaines plus une en hiver — de vacances et que le Labeur obtint récemment par paliers ; il est vrai que dans le même temps la Presse demandait et obtenait souvent deux semaines d'hiver, l'écart se maintenait...). Dans l'autre secteur, le Labeur, le travail est certes effectué dans de grosses boîtes également, en banlieue et en province surtout, mais plus particulièrement dans une multitude de petites entreprises où l'on peut aussi bien être 200 ou 10 ouvriers ! Dans le Labeur, (impression des mensuels, livres, travaux de ville) les gars, moins bien organisés (ou du moins paraît-il) font face à des patrons de combat, caractéristiques d'une vieille profession se ressentant encore parfois de l'esprit artisanal : plus la boîte est petite plus, naturellement, le combat est difficile. Ici, on travaille bien plus pour gagner bien moins et le travailleur labeurier subit souvent la pression tâtilonne du chef d'atelier, d'où une différence sensible avec l'ambiance de la Presse où le travail est plus « décontracté », l'état d'esprit moins mesquin : oui, deux mondes, et il est bien connu que le Labeur représente pour tout travailleur du Livre le purgatoire obligé avant d'accéder au « paradis » de la Presse. Entre les deux, un secteur invertébré, le Labeur-presse, réunissant inconvénients et avantages de l'un et l'autre monde, ce qui donne souvent lieu à d'interminables contestations et conflits, comme toute position-charnière.

Les camarades voudront bien excuser ce long préambule mais il nous semble indispensable si l'on veut essayer de comprendre ce qui se passe dans le Livre, où nous particulariserons encore notre analyse, en observant plus en détail les positions des correcteurs et les réactions de leurs camarades d'atelier, au travers de ces mêmes correcteurs. Derniers détails : l'ensemble des travailleurs du Livre s'élève à environ 70 000 (dont la moitié dans la région parisienne),

celui des typographes à 8 000 dans la région parisienne, celui des correcteurs à 750 pour leur syndicat parisien, celui-ci bénéficiant au sein de la Fédération du Livre C.G.T. non d'une indépendance mais d'une relative liberté de manœuvre sur laquelle nous reviendrons plus loin, à propos de faits bien précis. Ajoutons enfin — détail d'importance — que la C.G.T. disposant du label d'embauche, le travailleur du Livre est quasi obligé de s'y syndiquer s'il veut trouver du travail. A signaler que certaines sections, particulièrement « colonisées » par les staliniens, par exemple les rotativistes mais plus encore les clicheurs, exigent pratiquement la carte du Parti, d'où l'accusation de « maffia », non dénuée de fondements...

Les coups de poing du 1er mai

Le mois de mai avait commencé de manière significative, par quelques bousculades jugées sans importance sur l'instant mais qui, à la réflexion prennent toute leur valeur. Contrairement aux autres années où les algarades étaient restées très limitées et peu visibles, cette fois plusieurs centaines de « gauchistes » (déjà eux !) nonobstant l'interdiction des organisateurs, entrent de vive force dans le cortège-kermesse à la hauteur du Cirque d'hiver, drapeaux noirs et rouges en tête : tout de suite c'est l'accrochage, brutal, sous les regards étonnés et craintifs de milliers de chanteurs du Petit-navire-à-Pompidou : des quatre drapeaux noirs abhorrés (le drapeau noir qui fait voir rouge) il n'en reste bientôt plus qu'un, lacéré, mais qui ira flotter presque sous le nez de Waldeck, à l'arrivée du cortège... Pro-Chinois, anarchistes, trotskystes furent sauvagement attaqués ce jour-là par le service d'ordre (sic) stalinien, dit de la C.G.T., et les étudiants de Nanterre également agressés aux cris orchestrés de « Fils à Papa, à l'usine ! ». Ainsi, ce 1er mai 1968 préfigurait-il, en raccourci certes, mais de manière... frappante les prochains jours : attaque des « groupuscules », déchainement contre un rudiment d'union étudiants-ouvriers, (ébauche de la prochaine « pègre »). Répétons-le, tout cela était limité, ce n'était pas l'Unité, (1) il manquait l'explosion étudiante, il manquait surtout la grève, que la C.G.T. allait déclencher contrainte et forcée...

Valse-hésitation à la Fédération du Livre et résistances

Nous ne reviendrons pas sur les débuts du Mouvement de mai, Nanterre, la Sorbonne, les barricades, ni même Cléon ou Sud-Aviation, si ce n'est pour signaler la part déterminante, irrésistible, des jeunes, étudiants d'abord puis ouvriers, dans l'action. Sans verser dans un quelconque et sempiternel conflit de générations, cela doit être dit et répété, en hommage rapide à tous nos jeunes camarades, objets de la même haine d'un monde rassemblant tous les conformismes et toutes les bureaucraties. Et précisément, en ce mois de mai frisque, les conformismes et les bureaucraties en prenaient, comme on dit, un bon coup et nous, ouvriers du Livre, suivions les événements du fond de nos ateliers, certains rongant leur frein. Bien sûr, nous dira-t-on, on aurait dû déclencher la grève mais outre le poids de décision encore écrasant des appareils syndicaux (nous reviendrons sur cet aspect très important de

(1) D'autant moins qu'en pleine mêlée, on vit soudain les pro-Chinois tenter d'arracher à leur tour les drapeaux noirs, tout ça sous les coups des Stals et tout en hurlant consciencieusement : « Vive la C.G.T. au service des travailleurs ! ». U.J.C.M.L. ou maso-activistes ?

Faliénation ouvrière dans nos conclusions) qui freine toute initiative et empêche maints travailleurs de démarrer seuls une grève, c'est-à-dire sans ordre du syndicat et donc sauvage (2), cette quasi-paralysie se trouve encore accentuée dans les petites entreprises (3), souvent peu politisées au meilleur sens du terme. Nous attendions donc, suivant les nouvelles au transistor, participant dans la mesure de nos moyens (et des possibilités physiques encore disponibles après une journée passée dans le plomb !) aux manifestations, heureux tout de même d'avoir eu le 13 mai pour nous défouler quelque peu ; certes, en fait de « jonction » ouvriers-étudiants, cela avait plutôt foiré — les staliniens barrant désespérément la route à toute réelle fraternisation entre les gars du 22 mars et nous et organisant une jonction-bidon entre travailleurs et étudiants... de l'U.E.C. ou jeunes des J.C. baptisés étudiants pour la circonstance — mais on avait pu foutre en l'air l'esprit de kermesse en quelques occasions : ainsi le décrochage des torchons tricolores du Palais de Justice et leur remplacement sur de nombreux édifices par des drapeaux noirs et rouges en cours de route, comme les huées accueillant tel pont socialard de la F.G.D.S. prêt à nous haranguer de son balcon et obligé de ranger précipitamment son micro, comme aussi notre massif cortège de cinq à six mille « gauchistes » brandissant leurs drapeaux noirs dans les beaux quartiers apeurés du Champ-de-Mars, tout cela nous avait bien sûr réjouis mais le lendemain c'était le retour au boulot, l'exaspérante sensation de trahir les étudiants en lutte et les premières boîtes en grève...

En fait, ce ne fut que le lundi 20 mai que la C.G.T. décréta l'ordre de grève pour le Livre, plus exactement pour le **Labeur** car la Presse « dans un souci d'information des travailleurs » n'arrêtait pas, elle ! Cette décision du Comité fédéral national allait avoir et aura de graves conséquences, par la coupure occasionnée entre les deux secteurs et les risques de frictions résultant dans l'avenir de celle-ci. Cela sera également à voir dans nos conclusions. Quoi qu'il en soit, maints camarades des journaux (les « canardiers »), la rage au cœur, continuaient à travailler, dans la grève générale, suscitant néanmoins de nombreux incidents (au « Parisien libéré » entre autres) témoignant de leur esprit de résistance. La colère de beaucoup de camarades était encore avivée du fait du retournement de la Fédération du Livre qui, par la voix de son Comité intersyndical (le trop fameux Comité Inter) avait le 10 mai pondu une résolution typiquement stalinienne et publiée dans la presse, condamnant les étudiants et l'« aventurisme » dans des termes que nous épargnons aux camarades, et prenait maintenant le train en marche. Le syndicat des correcteurs, par contre, avait dès le 6 mai pris position et publiait la motion suivante : « Indigné de la brutale répression policière qui s'acharne contre le mouvement étudiant en lutte contre la réforme réactionnaire de l'enseignement, qui vise à mettre l'Université au service du Capital, le Comité du Syndicat des correcteurs proclame la totale solidarité du syndicat des correcteurs avec les étudiants de l'U.N.E.F. et les assure qu'il fera tout pour soutenir leurs justes revendications et leur assurer l'appui du mouvement ouvrier », expédiée aux instances supérieures cégétistes. Cette motion, publiée par quelques journaux, était accompagnée de

(2) A signaler toutefois le magnifique mouvement déclenché le 15 mai par nos camarades des Messageries de Presse, contre l'avis des bonzes...

(3) Ainsi l'auteur de ces lignes travaille comme correcteur dans une imprimerie employant 35 personnes.

considérations plus générales sur la répression, la solidarité obligatoire des ouvriers envers leurs frères étudiants et se soldait par un appel au bureau confédéral C.G.T. pour une prise de contact avec la F.E.N. et autres centrales ouvrières pour manifester cette solidarité. Sans nous faire la moindre illusion quant à la portée effective de cette dernière partie, nous avions du moins la modeste satisfaction de montrer aux étudiants que des résistances en leur faveur se manifestaient, même au sein de la C.G.T. Et nous faisons circuler la motion dans les ateliers pour la faire contresigner, ce qui fut fait par l'ensemble du personnel dans un certain nombre d'entreprises. Des camarades de la Presse se solidarisaient avec nous et, par exemple, l'équipe composition de « Paris-Jour » s'exprimait en ces termes : « L'équipe « Paris-Jour » ayant pris connaissance, le 10 mai 1968, de la résolution du Comité Intersyndical du Livre parisien, publiée dans la presse à cette date, en désapprouve les termes et fait entièrement sienne la résolution du Comité syndical des Correcteurs adoptée le 6 mai 1968. A l'unanimité demande au Comité intersyndical de publier un communiqué, sans équivoque, sur la solidarité nécessaire due aux étudiants en lutte ». Pour compléter, ajoutons que maints travailleurs du Livre avaient le contact avec les étudiants, et certains avaient pu venir dans les imprimeries dialoguer, faire connaissance avec la classe ouvrière. A cette occasion, on pouvait se rendre compte de la véritable découverte représentée par ces contacts : les ouvriers, les étudiants, deux mondes totalement différents, pas forcément hostiles mais qui s'ignoraient, ce qui était peut-être aussi dangereux...

La grève : parties en présence

Le 20 mai donc, nous démarrons à notre tour et dans l'enthousiasme. Cela durera jusqu'au 10 juin, après la signature des accords entre la C.G.T. et la délégation patronale du Labour, accords évidemment « victorieux », « substantiels », sur lesquels nous n'épilouterons pas. Par contre, complétons utilement l'autosatisfaction de nos bureaucrates en signalant leur joie des nombreuses adhésions, paraît-il, réalisées et leur appel à surtout voter, et bien voter...

Cela dit, on peut caractériser la grève dans le Livre par une bonne combativité des travailleurs, en lutte à la fois contre le patronat, le gaullisme... et leurs directions syndicales, en l'occurrence la C.G.T. et son émanation actuellement honnie par un nombre énorme de camarades : le Comité inter. Pourquoi ? Parce qu'au combat déterminé des syndiqués et des non-syndiqués (beaucoup de camarades non syndiqués pour différentes raisons, et on les comprend, n'ont pas été les derniers dans la bagarre, loin de là !) se sont opposés premièrement les patrons bien sûr, mais dont c'est le rôle de classe, deuxièmement le syndicat et ses bureaucrates de tous échelons, stupéfiant nombre de travailleurs, dont beaucoup découvraient le rôle objectif de collaboration de classes.

Avant de voir quelques aspects bien caractéristiques de ce rôle, revenons tout de même sur l'étrange tactique qui consista pour la C.G.T. à approfondir la coupure du Livre en deux parties par une grève ne concernant qu'un de ses secteurs et l'on vit ce spectacle absurde de gars gagnant 110 000 AF débrayant pendant trois semaines alors que des camarades de la Presse gagnant plus de 200 000 AF continuaient, sur ordre syndical, leur travail ! Il est juste de signaler qu'en ce qui concerne la solidarité les correcteurs furent mieux lotis (30 000 AF)

que leurs collègues typos, ceux-ci touchant en tout et pour tout 11 000 AF du Comité inter, malgré l'impôt de grève et l'active solidarité des canardiers. Il y a peut-être une explication : les correcteurs payant leur « indépendance » par une cotisation mensuelle majorée, avaient trouvé également juste de se passer des bons services du dit Comité inter en répartissant directement entre leurs grévistes l'entraide pécuniaire des correcteurs-Presses ; bien sûr nous sommes moins, mais de ce fait nous récoltons moins aussi, alors ? Il n'y a que des esprits tarés, bien dignes des gauchistes que nous sommes pour supposer, avec d'autres, beaucoup d'autres, que certaines dépenses électorales de certain Parti peuvent expliquer certaines différences... Mais voyons les différentes parties en présence et leurs réactions.

1° **Les grévistes.** Gardons-nous d'idéaliser, de transformer en épopée ce qui ne fut qu'un combat social, beau combat certes mais les grèves de mai 68, grâce au détonateur étudiant, furent révélatrices à plus d'un titre et nous devons en tirer (et en garder) les enseignements si nous voulons rester fidèles à l'exaltante devise syncopée par les claquements de mains amies : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! ». Révélatrices par leur bousculade des idées reçues : ainsi, dans notre profession, de la « mollesse » combative du Labeur comparée au secteur « dur » de la Presse. En fait, tous ces bobards, ressemblant furieusement à l'esprit de corps cultivé dans les casernes, furent balayés au feu de l'action, les grosses comme les petites entreprises du secteur secondaire menant non seulement leurs trois semaines de lutte mais s'épaulant parfois, pratiquant une solidarité active et continuant souvent la grève malgré l'ordre de reprise des bonzes cégétistes.

En plus de ce que l'on vivait dans sa propre boîte, on pouvait voir les copains d'autres labeurs, assister aux assemblées, comparer les expériences... Un souvenir : nous sommes le 6 juin, des rumeurs de reprise et d'accords circulent, délégués et militants de base du Labeur sont convoqués à la Bourse du Travail à 10 H du matin, pour faire le point. Il y a là entre 1 500 et 2 000 travailleurs, jeunes pour la plupart, chacun défilant à la tribune pour expliquer brièvement mais avec un enthousiasme contenu son boulot, celui des copains en lutte. Certes, il y a un peu de fatigue mais personne ne parle de lâcher et on dit bien nettement aux patrons, et aux pontes (bien gentils dans leur coin) **qu'on continuera.** Et l'on s'étonne que la grève n'ait pas été généralisée ; qu'est-ce que c'est que cette « information » dont auraient besoin les travailleurs ? Par le « Parisien libéré » ? « Le Figaro » ? ou même « l'Huma » ? et G., manitou du Comité inter, expliquera de très marxiste façon les délices de l'Information pure, en elle-même désincarnée, que bien sûr les camarades ont raison de condamner les journaux bourgeois mais que ceux-ci, malgré leur volonté de nous abêtir, nous informent **malgré eux**, etc. O subtilités de la dialectique, si mal comprises de tes auditeurs, camarade G., dont beaucoup comprenaient plutôt que tu jouais, toi, le rôle même des abrutisseurs dénoncés...

Révélation également de la combativité provinciale, souvent présentée comme inexistante aux Parisiens (mais peut-être disait-on la même chose aux travailleurs de province) tout cela favorisait la division et la méfiance : nous sommes non seulement compartimentés dans notre travail mais les syndicats nous cloisonnent eux aussi. Volonté également de discuter et de comprendre le pourquoi de notre action, l'absurdité du travail dans cette société, dénonciation de l'attitude de certains délégués de grosses boîtes (ce sont des camarades

de chez Larousse, s'exprimant au cours d'une réunion de commission fin juin) : «...des délégués se prenant pour des députés et passant leur temps à discutailier avec le patron sans même nous consulter ou organiser d'assemblées délibératives se sont fait rappeler à l'ordre par la base». D'autres : «...cette collaboration délégués-patrons empêche la prise de conscience...» Elle tente de le faire, camarades, car en même temps elle ouvre les yeux... Aussi, sans nier le bon travail fait par maints délégués (dans de petites boîtes et même dans d'autres, le délégué est souvent un gars qui «s'y colle» par manque de volontaires et n'a rien du bureaucrate de certaines grandes entreprises) le problème de la délégation s'est posé, à tous les échelons. Un tabou que nous devons détruire avec d'autres, nous y reviendrons dans les conclusions.

2° Le patronat. Que dire du patronat ? Fidèle à lui-même, s'est contenté de menacer au début, puis de courber l'échine devant notre force, enfin de contre-attaquer en fin de grève, se sentant objectivement soutenu par les «loyaux» efforts de reprise de la C.G.T. Bien sûr, nous avons eu droit aux habituelles jérémiades sur la misère patronale et à une pression particulière au moment des votes sur la reprise. En effet, dans toutes les boîtes (fait vérifié à l'assemblée générale du 6 juin) ce fut le même baratin — chez les patrons, l'imagination ne prend pas le pouvoir ! — en forme de chantage : «Si vous ne reprenez pas le travail, celui-ci sera effectué par d'autres imprimeries vers lesquelles se tournent nos clients habituels, et nous risquons de fermer». Sans nier les répercussions économiques des derniers événements sur le destin de certaines petites entreprises, de toute manière condamnées à court terme par l'automatisation de la profession et les concentrations, on constatera la vanité de la menace puisque «les autres imprimeries», en grève également, ne pouvaient se risquer à prendre des travaux supplémentaires. Mais pour résister au chantage, fallait-il encore que nous, travailleurs, soyons au courant, d'où la nécessité absolue de notre coordination pour une information essentielle, tant du plan tactique que du plan prise de conscience générale. Encore une conclusion très importante à développer..

3° Le syndicat. On constatera (nos bonzes et bureaucrates de tout poil emploient cet «argument» croyant nous gêner en petits malins qu'ils sont...) que nous parlons beaucoup plus des syndicats que du patronat dans notre dénonciation de certaines malversations, afin de mieux mener le combat social. Il n'y aura que les imbéciles ou les crapules staliniennes (oui, Dany !) pour s'étonner, ou feindre l'indignation car en fait, quoi de plus normal ? Nous avons déjà dit que le patron représentant l'ennemi de classe naturel, notre réaction de classe est également automatique, pas besoin de longs discours pour expliquer l'aliénation aux aliénés que nous sommes ! Alors qu'à côté de cet ennemi déclaré, implacable, se trouve un organisme devant être théoriquement au service des travailleurs et dans lequel beaucoup avaient encore confiance alors qu'il les a systématiquement démobilisés, trompés. Des exemples ? Nous pourrions en donner des dizaines, mais nous prendrons seulement quelques faits. Après sa tentative, dénoncée, de rompre l'unité étudiants-ouvriers, la Fédération du Livre C.G.T. n'a déclenché la grève que le 20 mai, bien après les métallos et sur la pression d'une base exaspérée contre laquelle on allait employer toutes les armes : le mépris, le mensonge et enfin les coups.

Mépris des décisions de la base ? A l'assemblée du 6 juin, une dizaine de délégués exprimèrent, au nom de leurs camarades d'entreprise, le désir d'orga-

niser une manifestation de rue devant le siège patronal, afin d'appuyer les négociations de « nos mandataires », ce qui est, somme toute, bien naturel pour des syndiqués conscients et organisés. Les malheureux, que n'ont-ils pas dit là ! Papelard et menaçant à la fois, G. leur notifie que le siège se trouvant boulevard St Germain, cette proposition ne peut faire que le jeu des aventuristes et autres étudiants : en conséquence, le Comité inter la refuse. Un de nous, en fin d'assemblée, posera publiquement la question d'une **consultation** des assistants sur l'opportunité ou non de manifester car enfin, la C.G.T. c'est aussi un peu nous, militants de base. On ne cassera pas la gueule, pour cette fois, à l'interrupteur car l'affaire se passe en pleine assemblée et on n'a pas « préparé » la salle, mais la séance sera levée précipitamment pendant que quelques timides protestations se font entendre et que certains jeunes camarades, venant pour la première fois en assemblée générale et ignorant jusque-là les méthodes démocratiques de nos bonzes, apprécient...

Le mensonge ? Comme à la R.A.T.P. où des dépôts furent remis au travail sur affirmation de responsables que les autres avaient fait de même alors qu'ils continuaient la grève, comme dans les Postes où la même intoxication fut pratiquée dans divers centres de tri, comme chez les métallos, la C.G.T. nous ment, partout et effrontément. Ainsi tel camarade, mécano-linotypiste dans un labeur-presse de la rue Montmartre, apprend-il un matin que son travail a repris : a-t-il été consulté ? on n'a même pas voté, mais à ses questions « on » répond que telle boîte à côté a décidé la reprise à tel pourcentage écrasant de voix « pour » ; il téléphone : « Nous ? on vient justement de voter contre la reprise ! » Qui a remis les mécanos-linos au travail ? impossible de le savoir et la reprise **par sections** s'effectue ainsi, à coups de baratin et dans la confusion. Dame ! la C.G.T. bonne copine du P.C. défenseur de l'Ordre veut la reprise, à tout prix, afin d'aller gagner les élections... On connaît maintenant les glorieux résultats de cette politique tricolore ! Des dizaines de camarades, répétons-le, peuvent témoigner de faits semblables, si on nous le demande.

Les coups ? Le mensonge va de pair avec la calomnie, celle-ci précédant les coups. Egalement comme dans d'autres secteurs, par exemple ces camarades cheminots se faisant agresser à la Bourse du Travail (rapport d'un conducteur de train à une réunion d'« Informations et Correspondance Ouvrière »), comme ces « rebelles » du Syndicat national des Instituteurs pour lesquels on préparait déjà un service d'ordre soigné le jour où ils se présentèrent devant la même Bourse après avoir occupé le siège de la F.E.N. rue de Solférino, ainsi une centaine de camarades du Labeur représentant une dizaine d'entreprises se réunissent-ils un jour chez Deberny et Peignot, au lendemain d'accords nationaux jugés insuffisants par la majorité des assistants. C'est en somme une assemblée générale sur le tas, les critiques s'élèvent bientôt contre la direction syndicale et il est décidé de rédiger une motion de protestation qu'on portera boulevard Blanqui, siège du Syndicat du Livre. En fin d'après-midi, 250 camarades environ se présentent à Blanqui : ils y sont attendus par un nombre presque égal de malabars stallniens qu'on a prévenus d'une attaque « fasciste » contre le siège ! Après discussion, on laissera entrer au compte-goutte une délégation, étroitement surveillée, pendant que les « gauchistes » à l'extérieur sont d'abord contenus puis refoulés après une hausse de ton des conversations ambiantes. Là encore, on n'a pas hésité devant la manière forte face à la base, cette galeuse se permettant de critiquer ses inamovibles...

Quelques conclusions. Comme annoncé en cours d'article nous devons revenir sur un certain nombre de points. Tout d'abord, malgré les manœuvres de la direction syndicale, les ouvriers du Livre ont combattu avec détermination, occupant maints ateliers et si l'on ne peut signaler (à notre connaissance) de tentative autogestionnaire, du moins ces problèmes ont-ils été largement discutés par beaucoup de camarades, où les jeunes furent à la pointe de l'action.

Toutefois, si le moral a relativement bien tenu, les conditions de la reprise ont bien sûr affecté une part de la combativité ouvrière, sans parler d'une certaine tension régnant entre la Presse et le Labeur consécutive à la singulière tactique « demi-grève » dont nous avons parlé. Nous devons combattre cette tension en rappelant la solidarité exercée par beaucoup de canardiens envers les gars du Labeur, en plus de la colère résultant de leur maintien au travail, pour une information-bidon... Luttons donc contre tout danger de division intérieure servant à la fois le patronat et nos bureaucrates syndicaux. On retrouve d'ailleurs ce double adversaire à tous les échelons du combat. Un exemple : contrairement à ce que disent des camarades trotskystes, il ne s'agit pas d'organiser, sous le manteau, une future direction révolutionnaire (ce dernier point rejoint curieusement les rêves de certains anarcho-syndicalistes : ah ! si on avait une bonne C.N.T....) pour les prochaines luttes car cette conception découle, selon nous, d'une double erreur. D'abord, si nous nous organisons secrètement nous entrons dans le jeu des staliniens et faisons figure de contestataires honteux : ça n'est pas à nous de nous cacher, mais à ceux ayant saboté notre combat pour un maintien de l'ordre bourgeois en vue des tripatouillages électoraux. L'alléation des appareils syndicaux est si forte qu'elle secrète chez encore beaucoup trop d'entre nous une réaction de **défense** alors que notre seule politique devrait maintenant être **offensive**, au moment précisément où s'ouvrent les yeux de beaucoup. Et puis, au lieu de vouloir diriger, nous devons surtout organiser nos liaisons afin d'être **informés** à la fois des tactiques patronales et aussi des intoxications bureaucratiques (le double adversaire !). C'est parce que la C.G.T., par son appareil omniprésent a pu attaquer partout qu'elle a pu mentir, manœuvrer et parfois nous manœuvrer comme elle le voulait : préparons-nous, tâche essentielle, à y faire face avec les moyens que nous, ouvriers, saurons et devons nous donner.

Mais cela n'est pas si facile et pour organiser la résistance il nous faut d'abord bagarrer sur deux fronts : expliquer à fond, accentuer la dénonciation de l'appareil bureaucratique syndical certes, mais lutter également contre une certaine démobilisation résultant de cette dénonciation. Car, nous l'avons déjà dit, le **poids** de l'appareil syndical sur les esprits demeure énorme ; il s'agit en fait d'un véritable tabou, un peu comme les élections et le drapeau tricolore, il y a des choses auxquelles on ne touche pas ! Certes, on protestera, on critiquera mais on **n'agira** pas : rappelons l'assemblée du 6 juin où un camarade a protesté ; on était d'accord avec lui, mais on **n'osait** pas crier dans une enceinte comme la Bourse du Travail, on ne conteste pas dans les sanctuaires...

Et pourtant l'appareil est inquiet. Comme son patron le P.C., s'il a tout d'abord bavé sur les groupuscules et les gauchistes il a aussi, pendant une certaine période, fait le gros dos. Ainsi à l'assemblée générale des correcteurs du 25 mai où ceux-ci votèrent une motion en huit points demandant entre autres choses la création d'un Comité de coordination de la grève générale et la démission implicite de Séguy, on ne voyait plus l'ombre d'un stalinien !

Ne nous illusionnons pas, ceux-ci sont déjà réapparus et contre-attaquent mais l'inquiétude demeure. Prenons par exemple l'extrait d'un tract du Comité Inter signé du 14 juin et intitulé « Faisons le point », on y relève ceci : « ... Cette orientation (de la C.G.T.) peut ne pas convenir à tout le monde, en particulier à ceux qui nous ont accusés, dans des termes insultants de vive voix ou par tracts, d'avoir trompé les travailleurs. Pour ces derniers le leitmotiv est que les organisations syndicales et surtout la C.G.T. ont laissé passer l'heure de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Le Bureau confédéral, la Commission administrative de la C.G.T. se sont déjà exprimés clairement à ce propos : ne pas prendre ses désirs pour des réalités, les conditions nécessaires à une telle transformation n'étaient pas réunies. S'il en était encore besoin, il suffirait, pour appuyer cette thèse, de s'en rapporter au discours de de Gaulle et d'analyser les événements qui ont suivi. En ce qui les concerne, la Fédération du Livre et le Comité Intersyndical ont adopté, dès le 20 mai, une position identique, persuadés que les millions de travailleurs ne revendiquaient pas le pouvoir pour la classe ouvrière, mais de meilleures conditions de vie et de travail, et aussi l'avènement d'un gouvernement qui tienne compte de leurs légitimes aspirations. Si des travailleurs du Livre ont pu à l'origine être troublés à ce propos, le comportement des dirigeants des prétendus « comités révolutionnaires » doit maintenant leur ouvrir les yeux. Si, par une hypothèse absurde, nous étions sortis de notre rôle d'organisation syndicale en rejetant ce que ces « minorités dites agissantes » appellent avec mépris les « revendications alimentaires » pour nous prêter à de sordides combinaisons politiques, nous aurions perdu le précieux capital de confiance que les travailleurs portent à la C.G.T., à la Fédération du Livre, au Comité Intersyndical. D'autant que cette conception menait à l'aventure. En s'en tenant essentiellement aux exigences des travailleurs : les revendications salariales, nous avons la certitude d'avoir guidé la lutte de manière réaliste, les 1 500 adhésions reçues au Comité Intersyndical au cours des trois semaines de grève en sont un témoignage certain... »

Nous n'insisterons pas, ce serait cruel, sur le rejet par la C.G.T. des « sordides combinaisons politiques » et sur le précieux capital de confiance que lui portent les travailleurs. C'est parce qu'elle sent, précisément, que ce capital est bien entamé que la bureaucratie attaque. Préparons-nous à tout, aux insultes et aux coups redoublés car on ne fera nul cadeau aux « gauchistes » ! Si nous montrons que le roi est nu, que la seule volonté qui puisse peser, en dépit des appareils syndicaux, c'est nous, à condition que nous cessions de déléguer systématiquement nos pouvoirs à un syndicat, à des politiciens, à un de Gaulle, alors les promesses de mai pourront reflourir.

Christian LAGANT

DERNIERES CONCLUSIONS

L'article ci-dessus écrit en août, on aurait pu penser que septembre-octobre allaient amener certains changements mais outre le fait qu'on a trop parlé de cette rentrée (cela devenait également un cliché : « ... oui mais ça va redémarrer en octobre... ») pour qu'il y ait réellement action car la Révolution ne se fait pas sur rendez-vous ou par volontarisme, il est indéniable que les conditions de

vie **immédiates** pèsent sur les travailleurs, quoi qu'on puisse penser des questions « pognon » et du côté « alimentaire » des revendications dont parle beaucoup le camarade Séguy, auquel nous répondrons plus loin sur cette dernière question.

Par conditions de vie immédiates, j'entends un durcissement généralisé du patronat, que ce soit dans les grandes boîtes ou les petites. Dans les grandes, cela s'est traduit par brimades, augmentation des cadences et jusqu'au licenciement des militants (sans oublier l'expulsion de camarades étrangers ou leur assignation à résidence) particulièrement actifs en mai mais cette dernière mesure plutôt dans la métallurgie que dans le Livre où de telles sanctions, de caractère essentiellement répressif, passeraient difficilement. Non, chez nous, s'il y a des « compressions de personnel » cela n'est que la suite **ineluctable** des concentrations d'entreprises, de l'automatisation des imprimeries, bref de l'adaptation continuelle du capitalisme à ses nouvelles conditions de survie et cela était en marche depuis longtemps. Seulement, les « événements » ayant bon dos, si j'ose dire, le patronat profite de l'occasion pour faire d'une pierre deux coups 1°) soupirer hypocritement après chaque renvoi d'ouvrier : « S'il n'y avait pas eu les grèves... » 2°) brimer, pénaliser, saquer les éléments jugés subversifs, souvent révélés à eux-mêmes par le mouvement de mai. Cela crée une lourde ambiance dans les ateliers (y compris dans les petites boîtes où le patron exploite encore plus le chantage à l'emploi, du fait des nouvelles charges, de sa moindre capacité de résistance financière et autres gémissements ; d'où un contrôle renforcé des temps de travail et de multiples mesquineries à forme disciplinaire, tout ça pour « faire des économies »...) où certains, inquiets pour le lendemain, intoxiqués par une propagande bien orchestrée — y compris celle, feutrée, de « notre » C.G.T. déplorant les excès, etc. — se prennent eux aussi à dire : « Si on n'avait pas bougé, on serait plus tranquilles ». Et ceci est grave car si pareille attitude se répandait, gaullisme et patronat gagneraient sur tous les tableaux et nous, ouvriers, contribuerions volontairement à notre recul.

Cela dit, je crois que ceci est un élément dont il faut tenir compte certes mais qu'il ne faut pas dramatiser en accentuant une certaine lassitude ou plutôt une résignation que tous, heureusement, ne partagent pas. Ainsi les **jeunes** particulièrement sont toujours combattifs et ceci, je le répète, sans vouloir opposer les générations, mais on doit également dire ce qu'on voit.

A propos de cette combativité et de cet optimisme, intacts, de beaucoup de jeunes, je dois d'ailleurs revenir sur mes conclusions d'août en ce qui concerne le combat antibureaucratique dans la C.G.T.. Je parlais des risques de division intérieure — entre Travail et Presse — et y reviendrai pour éviter toute confusion quant à notre attitude de révolutionnaires face au syndicat. Mais je voudrais tout de suite dire que si nous avons fait, au cours de la lutte, un front commun « gauchiste » contre le patronat, le gaullisme... et nos bureaucrates cégétistes, cela ne doit pas aboutir à un « programme de front unique ouvrier » comme celui que proposent les trotskystes de l'O.C.I. (lambertistes) qui, sous le couvert de « Comités d'Alliance Ouvrière » demandent depuis la rentrée un congrès extraordinaire de la C.G.T. pour la « reconquête » de celle-ci, son sauvetage en somme puis son renforcement. Nous ne luttons pas pour « améliorer » et finalement sauver les structures des appareils syndicaux, la C.G.T. en l'occurrence, et pour substituer à une bureaucratie stalinienne une bureaucratie trotskyste car la notion de **direction** secrète toujours les mêmes maux...

Aussi, parlant du danger de division Labeur - Presse dans le syndicat, je précise qu'il n'est évidemment pas question d'un quelconque renforcement de l'appareil mais de nos contacts accrus à la base, **selon des modalités que les ouvriers eux-mêmes détermineront**, dans un premier but d'explication et de mise en garde contre les appareils, y compris ceux de l'« avant-garde ». De cela les jeunes doivent être particulièrement conscients car c'est vers leur combativité intacte que les tentatives de récupération, du type trotskyste, se tourneront et risquent d'avoir quelque succès, dans une période étale où le besoin d'agir s'exaspère. On doit d'ailleurs remarquer que chez les étudiants, où le « front » semble moins calme, les mêmes problèmes se posent mais là, l'essai de récupération ne joue pas sur une volonté de combattre frustrée mais tente d'opposer le « sérieux » révolutionnaire (construire l'Organisation...), par la voix de l'ex-F.E.R. complètement discréditée mais surtout par celle de l'ex-J.C.R., à « l'anarchie » — qu'ils disent — des spontanéistes et autres anti-léninistes partisans de l'action directe mais pas forcément d'un activisme recruteur...

Et puisque l'action directe est mentionnée, cela rejoint l'ensemble du combat social. Nous ne luttons pas pour réformer mais pour abattre l'Etat et ses bureaucrates, cela doit être rappelé en ce qui concerne les militants anarchistes dans la C.G.T., du moins à mon avis... Mais cette contestation globale fait-elle de nous des êtres désincarnés, vivant de l'air du temps, méprisant les conditions de vie immédiates dont je parlais au début, comme veulent le faire croire le P.C. et son émanation la C.G.T. ? Les pleurnicheries staliniennes sur la condition ouvrière nous mettent particulièrement à l'aise pour répondre. Ainsi à Andrieu (interview au « Nouvel Observateur » N° 201) rédacteur en chef de l'« Humanité » qui reproche aux étudiants « contestataires globaux » de toucher de l'argent des parents vivant de cette société précisément contestée — j'aimerais que dans « NR », un jour, nos camarades étudiants abordent cette question — après avoir complaisamment expliqué au nom du réalisme socialiste sans doute que lui-même, quoique dirigeant communiste, habite un H.L.M. et fait en sorte de « vivre comme les ouvriers, d'aller faire les courses comme eux, de manger des sandwiches de temps en temps... ». On ne reproche pas, camarade Andrieu, leur origine sociale à certains étudiants révolutionnaires quand on joue soi-même à l'ouvrier, ceci s'appelle de la démagogie, car on ne vit pas **comme** un ouvrier mais on est ouvrier ou non... Faut-il rappeler au marxiste Andrieu que l'aliénation ce n'est pas seulement les H.L.M. (où elle existe, certes, j'en conviens par expérience personnelle ; mais l'aliénation H.L.M. se répercute aussi sur les transports, loisirs, etc. pour qui les habite **contraint par sa condition sociale...**) mais aussi (un peu) le travail, bref la condition ouvrière qu'on ne peut « imiter » même si on est dirigeant et rédacteur en chef de journal communiste ?

Quant à la C.G.T., Séguy est revenu plusieurs fois à la charge pour accuser les révolutionnaires de ségrégation sociale, pas moins. Nous affichons, paraît-il, du mépris pour les revendications « alimentaires » en ignorant par exemple que « des ouvrières, dont les salaires mensuels oscillaient autour de 300 F, ont pleuré de joie lorsqu'elles ont constaté qu'ils avaient doublé à la suite de la grève... » (« Le Monde » 23 septembre). Là aussi, l'attaque stalinienne, loin de nous gêner, nous permet de répondre clairement. D'autant plus que les « enragés du drapeau noir » que nous sommes connaissent au moins aussi bien la condition ouvrière qu'un Séguy, éloigné pour toujours de celle-ci à l'âge de 22 ans, ses débuts dans la bureaucratie...

Oui, Séguy, le salaire des travailleurs a augmenté mais... et le prix de la vie ? Quand les « gauchistes » — et pas seulement eux, heureusement, mais une grande partie des ouvriers (voir plus haut) — se sont opposés à l'enterrement des grèves au nom de la satisfaction des seules revendications, ils savaient bien que la limitation voulue par la C.G.T. signifiait un second souffle pour le patronat et par-là-même l'annulation par celui-ci des quelques avantages pécuniaires consentis. Séguy aussi le savait mais, ayant choisi de ne pas toucher à une société qui objectivement le sert, il préfère encore mentir et ose s'apitoyer sur le sort des travailleurs qu'il a trompés. Dans le Livre comme ailleurs, l'union à la base (en essayant de garder le contact avec nos camarades étudiants) doit répondre à la calomnie. Le combat continue...

C. L. (octobre 1968)

LA PRESSE SOVIÉTIQUE ET LES ÉVÉNEMENTS DE FRANCE

Isvestia 11 mai. Rien sur la situation à Paris, sur les barricades. En page trois, grand titre sur les négociations américano-vietnamiennes ; le journaliste insiste sur « le grandiose meeting » organisé par le P.C. le 10 mai où Waldek Rochet fit un discours

Isvestia 12 mai. En première page, vingt-six lignes en petits caractères sous le titre « Après les heurts » ; il y est donné une courte information sur la situation à Paris. Pas un mot sur la brutalité de la police. On explique que le P.C. et la F.G.D.S. ont demandé une séance extraordinaire de la Chambre. En page quatre, quatre-vingt-six lignes sur un ourson élevé dans un restaurant et sur les problèmes qui apparurent quand l'ourson devint grand.

Pravda 15 mai. En page cinq, il est question de « la grandiose manifestation politique qui s'est déroulée le 13 mai dans la capitale française à l'appel des partis politiques de gauche, et également des syndicats et des organisations universitaires d'enseignants et d'étudiants ». Sa signification est encore plus grande du fait qu'elle est à fond pour la grève générale, qui s'étend à tout le pays (1). Le Comité Central du P.C. a publié une déclaration où il félicite tous les participants à la manifestation. Les députés communistes et F.G.D.S. ont déposé une motion de censure.

(1) A aucun moment, à notre connaissance, aucun syndicat n'a lancé un tel mot d'ordre.

Pravda 18 mai. Information sur le discours de Pompidou et la mobilisation des réservistes de la gendarmerie. On souligne qu'à l'appel de la C.G.T., dix mille travailleurs de chez Renault font grève pour des revendications de salaires. On ajoute que le seize, le P.C. s'est déclaré solidaire des étudiants, mais qu'il s'oppose à « tous les mots d'ordre aventuristes » qui nuiront au processus de démocratisation.

Pravda 19 mai. Sous le titre « les grèves s'amplifient », un aperçu des grèves est donné. Mais il n'est question que de « l'énorme » activité de la C.G.T., sa déclaration du 18 mai sur les revendications économiques. On souligne également la « très » juste opinion du P.C. sur la situation et sa déclaration demandant des pourparlers avec les autres forces politiques de gauche. « La situation mûrit rapidement dans le sens de changer le gouvernement et d'établir une démocratie réelle, qui réponde aux intérêts du peuple français ».

Pravda 21 mai. En page cinq sous le titre « France : la vague de grèves augmente », un compte rendu des grèves, il est souligné que « les travailleurs montrent un haut degré de maturité et de vigilance de classe ». Par exemple : « Les ouvriers des chantiers navals de Saint-Nazaire, tous ensemble, ont mis à la porte, « pour aider » Paris, le leader blanc-bec du groupe « enragé » des étudiants parisiens Cohn-Bendit, qui avec ses mots d'ordre extrémistes et ses vociférations anticomunistes semble objectivement dans la situation actuelle, selon l'Humanité, agir en provocateur politique ».

Isvestia 22 mai. Le correspondant d'Isvestia et de Tass titre « La Voix des travailleurs français ». Il s'agit de la déclaration de Georges Séguy à Europe n° 1 : « Nous lutterons jusqu'à la victoire. Par victoire, nous entendons la satisfaction de nos revendications ». « Nous atteindrons notre but final, le socialisme, c'est-à-dire l'Etat des travailleurs et des paysans. Mais si vous pensez que cela sera demain, vous vous pressez en vain ».

« Cette remarque est tout à fait pertinente, souligne le correspondant russe, dans de nombreuses entreprises, très spontanément, en partie sous l'influence des têtes brûlées ou des petits groupes anarchistes, se créent des « comités d'auto-gestion », qui sans l'accord des syndicats et de la direction les remplacent. Ces « gauchistes » sont condamnés par les syndicats. Le journal l'Humanité a publié hier un « avertissement » : « Dans la banlieue parisienne, de nombreux tracts qui appellent à la grève révolutionnaire sont distribués. Ces appels n'émanent pas des syndicats et des organisations démocratiques. Cela fait penser à des agissements de provocateurs qui cherchent des prétextes de répression pour le gouvernement. L'Humanité appelle tout le peuple à être vigilant contre ces manœuvres ».

La presse réactionnaire parle de plus en plus « du danger de l'anarchie ». La presse de droite regrette « les premiers jours du mouvement étudiant... les éléments aventuristes de gauche de toutes sortes bariolés de citations du petit livre rouge de Mao. Mais peu de temps passa, et les étudiants bazardèrent la démagogie anarchiste et maoïste ». Selon ce correspondant (Volodine), la bourgeoisie est maintenant effrayée, car « la grève étudiante continue, elle est sérieuse et profonde dans ses revendications ».

Pravda 24 mai. En première page, la déclaration du Comité Central du P.C. A propos du rejet de la motion de censure et les neuf millions de grévistes, le P.C. souligne l'affaiblissement du gouvernement et le renforcement du mouvement de

NOTE DE VACANCES

Des lecteurs nous ont écrit pour nous demander de « parler de Carrare ». Mais pour dire quoi ? Ce que nous pourrions ajouter aux échos (abondants) des gazettes ne risquerait que de relancer une polémique qui nous semble sans intérêt.

A titre documentaire, nous présentons toutefois la déclaration suivante, lue en « séance publique » du congrès de Carrare et rédigée, rapidement, par un de nos camarades, de passage dans cette bonne ville. Sur la préparation, l'utilité ou l'opportunité du dit congrès, relire d'ailleurs nos prises de position dans N. R. N° 37 et N° 41... et peut-être aussi notre éditorial du N° 37 sur le « bidon »...

L'internationale anarchiste ne saurait pour nous être qu'un des courants du mouvement révolutionnaire mondial.

L'internationale anarchiste se réalise dans l'action, comme elle s'est réalisée de fait depuis quelques années entre Espagnols, Italiens, Anglais et Français, sans qu'il soit besoin d'un quelconque congrès de ce type, et ne saurait appartenir qu'à un mouvement mondial et non national.

Nous nous organisons sur la base de l'unité d'action et non sur des bases géographiques. C'est pourquoi nous condamnons la notion de mouvement national en exil qui devient vite incapable de participer à la lutte des classes dans les pays d'adoption.

Nous notons que l'on a exclu des camarades soit-disant non organisés, mais que l'on accepte s'ils se nomment fédération, le Cubain de Miami pro-yankee, les anciens ministres à la Montseny.

En tant qu'anarchistes nous sommes solidaires de l'action de la F.I.J.L. en Espagne, des camarades anglais dans le « Rank and file movement, » de la propagande par le fait et de l'action directe un peu partout dans le monde.

Nous ne le sommes pas au contraire de tournées de conférences sur l'anarchisme ou sur Proudhon, des bureaucrates de la C.N.T. ou de l'U.S.I. (*) ni de tous ceux qui reproduisent dans les congrès les vieilles structures hiérarchisées.

Notre but n'est pas la lutte pour l'anarchisme comme idée abstraite mais pour développer un mouvement révolutionnaire en lui donnant le caractère le plus libertaire possible.

C'est ainsi que nous préférons travailler avec des centaines de révolutionnaires, qui sans porter l'étiquette anarchiste, le sont pour nous plus, que certains bureaucrates pour lesquels le mot de passe est « êtes-vous anarchistes ? ».

**Un camarade de Noir et Rouge
et de Nanterre**

Carrare, 2 septembre 1968

* Union Syndicale italienne (syndicat anarcho-syndicaliste en Italie).

Comme nous l'avons fait pour une brochure consacrée à l'Espagne, **Informations Correspondance Ouvrières et Noir et Rouge** présentent deux textes, sous forme de « suppléments » à leur numéro ordinaire, le premier consacré à « la grève généralisée en France : mai-juin 68 », le second à un exposé historique et critique de l'autogestion.

Le sommaire de notre brochure comprend : un texte d'introduction « l'autogestion, l'Etat et la révolution », une étude sur les occupations d'usines en Italie (1920) avec la polémique sur les Conseils qui s'ensuit et la contribution des anarchistes à ces luttes ; nous étudions ensuite les collectivités en Espagne révolutionnaire, enfin l'autogestion en Yougoslavie et en Algérie, reprenant des textes de « NR » souvent épuisés et espérant ainsi présenter une vue d'ensemble sur la question.

Adresser toute commande :

Pour la brochure I.C.O. « La grève généralisée en France : mai-juin 68 »
à Blachler Pierre : 13, rue Labois-Rouillon, Paris (19°)
C.C.P. I.C.O. 20147-54 Paris.

Pour la brochure NR « l'autogestion, l'Etat et la révolution »
Lagant BP 113 Paris (18°) C.C.P. CLARIS 20020-93 Paris.
(chaque brochure : 2,50 F).

Important : Afin de nous épargner complications et travail supplémentaire, nous demandons aux camarades d'éviter de **grouper** les commandes I.C.O.-NR et de bien vouloir régler aux C.C.P. respectifs.



DANS NOTRE COURRIER

G. de Marseille (24-9) :

A Marseille comme à Aix tout s'est passé calmement du fait de l'appui du Sénateur maire que les huées (applaudissements disait « Le Provençal ») n'ont pas découragé de se mettre à notre tête et du manque de combativité des bourgeois gaullistes que n'ont décidé à l'assaut ni les drapeaux rouges ni les ordures enfournées dans leurs autos. A l'heure qu'il est, il est question de mettre en place des comités de quartier dans le cadre du mouvement du 11 mai regroupant les différentes tendances révolutionnaires.

...Pour ce qui est des brochures, elles me semblent l'une et l'autre remarquables avec quelques réserves. 1) Autogestion : il m'apparaît regrettable de ne pas avoir envisagé son aspect humain, particulièrement dans le cas de l'Espagne où l'institution du salaire familial me semble a priori plus patriarcale que

libertaire. L'interprétation pessimiste était de plus encouragée par le salaire inférieur de la femme et des commentaires récents de G. Leval au sujet de la revendication de l'amour libre (il est vrai qu'il a mal vieilli).

Autre question : l'esprit d'exploitation qui subsiste dans les kibboutzim à l'égard des travailleurs extérieurs n'entraîne-t-il pas aussi des intrigues au sein des fédérations ?

2) I.C.O. La grève généralisée : J'aurais aimé en conclusion une analyse des perspectives d'avenir ouvertes par la crise de mai. La révolution y est conçue comme devant résulter d'une nouvelle escalade de la grève semblable à celle-ci qui pour moi a précisément démontré l'insuffisance de ce seul mécanisme et la nécessité d'une organisation révolutionnaire puissante, soit plus concrètement d'une solide base de militants formés et résolus, capable d'ouvrir la brèche dans la cuirasse de passivité dont l'homme a été revêtu par des siècles de servage. Les événements de mai ont largement déblayé le terrain. A nous de savoir l'ensemencer par des projets constructifs dont les travailleurs retiendront ce qu'ils voudront et surtout que l'anarchisme peut être à la base d'une organisation sociale viable.

R. de Marseille :

(Autogestion) Je vous dirai tout d'abord que c'est du bon travail, sérieux, documenté, qui contribuera beaucoup à démystifier le mot « si galvaudé » d'autogestion. Je voudrais ajouter cependant ceci : je ne sais pas si dans ce numéro vous avez pris et traité tous les exemples d'autogestion que nous fournit l'histoire de ces 50 dernières années ou plus, mais il me semble que vous auriez pu parler de l'entreprise de Nestor Makhno en Ukraine, où l'autogestion fut réellement mise en application, dans une certaine mesure bien sûr, mais qui valait peut-être qu'on en parle (...). Peut-être aussi aurait-on pu parler des kibboutzim en Israël, qui ont une constitution et un rôle assez particuliers, et intéressants, je crois. (...). Et maintenant il reste ceci : cette revue, j'ai malheureusement l'impression qu'elle ne sera lue en majorité, que par des intellectuels. D'abord parce que je présume, que vu son caractère semi ou totalement clandestin, vous ne pouvez en sortir un gros tirage et puis aussi parce que dans les milieux ouvriers, l'« anarchie » est en général mal vue, car c'est synonyme de « bordel » de débandade, bref rien du tout.

Je peux me tromper (et je le voudrais) mais ici, j'habite un village de 8 000 habitants jumeau d'un autre de 6 000 avec une usine métallurgique groupant 2 500 ouvriers. J'ai discuté avec beaucoup d'entre eux : il n'y a qu'une chose la C.G.T., « et on nous y reprendra pas à faire une grève pour des étudiants, d'accord c'est dégueulasse que les flics leur aient tapé dessus, mais ils n'avaient qu'à pas déconner. »

Ils ne savent pas que l'anarchisme, c'est justement traduit dans les faits l'autogestion. Ce mot ils le répètent, sans trop y croire, sans savoir ce qu'il recouvre, parce que les syndicats l'ont brandi pour ne pas être en reste, mais c'est tout. Alors justement je trouve dommage qu'une telle brochure ne puisse bénéficier d'une diffusion telle que la « V.O. » de Séguy par exemple (...).

SOMMAIRE

	Page
COHNBENDISTES ?	1
AVANT MAI	3
MAI - JUIN 1968 A FRILEUSE	6
TENTATIVES D'AUTOGESTION EN FRANCE EN MAI - JUIN 1968	12
REVOLUTION, SYNDICATS ET TRAVAILLEURS	17
(DANS LE LIVRE, EN MAI 1968)	32
LA PRESSE SOVIETIQUE ET LES EVENEMENTS DE FRANCE	43
NOTE DE VACANCES	46
DANS NOTRE COURRIER	47

Notre adresse est : Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »).

Pascale CLARIS.

Paris, C.C.P. 20.020.93.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.